

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 70.
N° 20.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 16
NO ATOPA 1921.

ABONNEMENTS			ABONNEMENTS ET ANNONCES		ANNONCES ET AVIS
	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS	Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie, à Papeete.	
Etablissements français de l'Océanie.	20 fr.	11 fr.	6 fr.	PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES <i>Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.</i>	Années judiciaires : la ligne 0 50
France, Colonies et Union postale. ...	26 fr.	14 fr.	8 fr.		Les mêmes, renouvelées : la ligne.... 0 25
					Annances commerciales et avis divers : la ligne..... 1 »
					Les mêmes, renouvelés : la ligne.... 0 50

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1921	ACTES DU POUVOIR CENTRAL	Pages
3 octobre....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 9 juillet 1921, énumérant les marchandises dont la sortie des colonies est provisoirement prohibée.....	300
5 octobre....	Arrêté promulguant dans la Colonie la Convention de commerce du 13 juillet 1921, entre la France et la Finlande.....	300
5 octobre....	Arrêté promulguant dans la Colonie l'Arrangement commercial du 29 janvier 1921, entre la France et le Canada.....	307
13 octobre....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 18 août 1921, approuvant un arrêté du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie ouvrant des crédits d'ordre au Budget de la Colonie, pour l'exercice 1921.....	309
13 octobre....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 18 août 1921, portant approbation de l'ouverture de crédits supplémentaires au Budget local des Etablissements français de l'Océanie (exercice 1920).....	310
13 octobre....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 18 août 1921, concernant le supplément colonial accordé aux Officiers et Matres de port aux colonies.....	311
13 octobre....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 10 août 1921, fixant la quantité de vanille originaire des Etablissements français de l'Océanie à admettre en détaxe en France pendant la campagne 1921-1922.....	311
13 octobre....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 11 août 1921, portant révision des parités d'office des Magistrats coloniaux.....	312
15 octobre....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 6 août 1921, relatif à l'organisation générale du personnel dans les Trésoreries générales.....	314
	ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL	
6 juin.....	Arrêté ouvrant au Service intérieur des recouvrements le Bureau de Papeete.....	320
30 septembre..	Arrêté portant application des nouvelles taxes, pour les colis postaux échangés avec la France, les Colonies françaises et l'Étranger.....	321
4 octobre....	Décision désignant M. Gentil pour remplacer provisoirement le Secrétaire Général, empêché, dans les fonctions de Censeur administratif de la Succursale de la Banque de l'Indo-Chine....	322
7 octobre....	Arrêté désignant M. Gentil, Chef de bureau des Secrétariats Généraux, comme Secrétaire Général <i>ad hoc</i> pour la séance du Conseil d'Administration du 8 octobre 1921.....	322
8 octobre....	Arrêté remettant le terrain et les bâtiments du Jardin botanique de Mamao à la disposition de la Chambre d'Agriculture.....	322
8 octobre....	Arrêté autorisant le remboursement de la somme de 12 francs, à M. Caprais Cavaignac, demeurant à Tubuai.....	323

8 octobre....	Arrêté approuvant le Compte administratif de la Commune de Papeete, pour l'exercice 1920.....	323
8 octobre....	Arrêté approuvant le Compte de gestion de M. Charlier, Trésorier-Payeur, Receveur municipal de la Commune de Papeete, pour l'exercice 1920-1921.....	323
8 octobre....	Arrêté approuvant le Budget supplémentaire de la Commune de Papeete, pour l'année 1921.....	324
8 octobre....	Arrêté approuvant le Compte administratif de l'Hôpital civil de Papeete, pour l'exercice 1920.....	324
8 octobre....	Arrêté approuvant le Compte de M. Charlier, Trésorier-Payeur, Receveur de l'Hôpital civil de Papeete, pour sa gestion 1920-1921.....	324
8 octobre....	Arrêté rendant exécutoires les rôles principaux des droits de vérification des poids et mesures des perceptions de Papeete (Commune) et de Moorea, pour l'année 1921.....	325
8 octobre....	Arrêté modifiant l'article 1 ^{er} de l'arrêté du 23 décembre 1920, sur le personnel des Travaux publics, et fixant le grade du Chef du Service.....	325
8 octobre....	Décision mettant M. J. Kérouault, Ingénieur des Travaux publics des colonies, en disponibilité pour cause de suppression d'emploi et chargeant M. Hayem, Conducteur de 3 ^e classe des Travaux publics des colonies, des fonctions de Chef du Service des Travaux publics et des Mines des Etablissements français de l'Océanie.....	325
12 octobre....	Arrêté ordonnant la destruction des plantes ou insectes nuisibles à l'agriculture aux Iles-Sous-le-Vent.....	326
Extraits.....		326

AVIS OFFICIELS

Assistance médicale indigène : « Pour l'enfant, par la mère ».....	327
Résultats des élections municipales du 2 octobre 1921.....	328
Etat des sommes perçues, par souscriptions publiques, pour l'érection d'un monument à la mémoire des enfants des Etablissements français de l'Océanie morts pour la Patrie (suite).....	328
Permis de recherche prorogé par le Service des Mines.....	328
Curatelle aux successions vacantes. — Avis.....	329

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUES

Statistiques démographiques de la Commune de Papeete, du mois d'août 1921..	329
Mouvements du port de Papeete, en septembre 1921.....	329
Observations météorologiques du mois d'août 1921.....	334
Annances judiciaires.....	320
— commerciales et avis divers.....	332

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 9 juillet 1921, énumérant les marchandises dont la sortie des colonies est provisoirement prohibée.

(Du 3 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 9 juillet 1921, énumérant les marchandises dont la sortie des colonies est provisoirement prohibée,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 9 juillet 1921, énumérant les marchandises dont la sortie des colonies est provisoirement prohibée.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeète, le 3 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

DÉCRET

(Du 9 juillet 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies, du Ministre des finances, du Ministre du commerce et de l'industrie, du Ministre des travaux publics et du Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères,

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814 ;

Vu le décret du 29 mars 1919, fixant les conditions dans lesquelles les dérogations aux prohibitions de sortie des colonies sont accordées par le Ministre des colonies ;

Vu le décret du 14 octobre 1919, portant énumération des produits dont l'exportation est interdite aux colonies ;

Vu le décret du 1^{er} février 1921, portant énumération des marchandises dont la sortie des colonies reste provisoirement prohibée,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le tableau annexé au décret du 1^{er} février 1921 susvisé et portant désignation des marchandises dont la sortie des colonies et des pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc est provisoirement prohibée, est remplacé par le tableau annexé au présent décret.

En conséquence, les seules marchandises dont la sortie ou la réexportation à destination des pays autres que la France, les colonies françaises et les pays de protectorat français seront subordonnées à l'obtention d'une autorisation d'exportation délivrée par le Ministre des colonies dans les conditions fixées par

l'article 3 du décret du 29 mars 1919 susvisé, sont celles énumérées dans le tableau ci-annexé.

Art. 2. — Le Ministre des colonies, le Ministre des finances, le Ministre du commerce et de l'industrie, le Ministre des travaux publics et le Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 juillet 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
A. SARRAUT.

Le Ministre des finances,
PAUL DOUMER.

Le Ministre du commerce
et de l'industrie,
LUCIEN DIOR.

Le Ministre des travaux
publics,
YVES LE TROCQUER.

Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,
ARISTIDE BRIAND.

Annexe au décret du 9 juillet 1921.

Marchandises dont la sortie des colonies reste provisoirement prohibée.

NUMÉROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES
	<i>Métaux.</i>
Ex-200 et Ex-201	Or, platine et argent bruts, en masses, lingots, barres, poudre, objets détruits.
	<i>Papier et ses applications.</i>
Ex-466 et Ex-466 bis	Papiers représentatifs de la monnaie.
	<i>Ouvrages en métaux.</i>
495 bis	Monnaies d'or, d'argent, de cuivre et de billon.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie la Convention de commerce du 13 juillet 1921, entre la France et la Finlande.

(Du 5 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la Convention de commerce signée à Paris le 13 juillet 1921 entre la France et la Finlande ;

Vu le radiotélégramme ministériel (Circulaire n° 26) du 30 septembre 1921,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulguée dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécutée selon ses forme et teneur, la Convention de commerce signée à Paris le 13 juillet 1921, entre la France et la Finlande.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

CONVENTION DE COMMERCE ENTRE LA FRANCE ET LA FINLANDE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République finlandaise, désireux de favoriser les relations économiques entre leurs pays dans toute la mesure qu'autorisent les conditions actuelles, sont convenus des dispositions ci-après :

Article 1^{er}. — Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de France, des colonies et possessions françaises, seront admis en Finlande au bénéfice des taux les plus réduits que la Finlande accorde ou pourrait accorder à toute autre puissance tant en ce qui concerne tous droits et taxes à l'importation que toutes surtaxes, coefficients ou majorations dont ces droits pourraient être l'objet.

A titre exceptionnel bénéficieront également du régime ci-dessus défini, quelles que soient leur provenance ou leur origine, certains produits alimentaires ou matières premières d'outre-mer ainsi que le tabac pour lesquels la France s'est créé des marchés spéciaux et qui sont énumérés à la liste D annexée à la présente convention, à condition qu'ils soient importés en Finlande par des maisons françaises inscrites au registre du commerce français.

Art. 2. — Sans préjudice des dispositions de l'article 1^{er}, les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de France, des colonies et possessions françaises, énumérés à la liste A ci-annexée, bénéficieront, en ce qui concerne les surtaxes, et coefficients institués par le décret du 15 mars 1921, des dégrèvements prévus à ladite liste, un dégrèvement proportionnel leur étant assuré pour toutes surtaxes ou coefficients de majoration que le Gouvernement finlandais pourrait leur substituer à l'avenir par décret, en vertu de la loi du 28 février 1921 ou de toutes dispositions légales du même genre.

Toutefois, les produits alimentaires ou matières premières d'outre-mer prévus à l'alinéa 2, article 1^{er}, ne bénéficieront de ces dégrèvements que s'ils sont accompagnés d'un certificat d'origine attestant qu'ils ont été produits dans les territoires placés sous l'autorité française, étant entendu qu'ils bénéficient en tout état de cause des dispositions de l'article 1^{er} alinéa 1.

Art. 3. — Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de Finlande, énumérés à la liste B ci-annexée, bénéficieront à leur importation en France ou dans les colonies et possessions françaises des taux les plus réduits tant en ce qui concerne les droits et taxes à l'importation actuellement établis ou ceux que la France pourrait éventuellement leur substituer, qu'en ce qui concerne les surtaxes, coefficients ou autres majorations temporaires que la France a établis ou pourrait établir.

Art. 4. — Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de Finlande, énumérés à la liste C ci-annexée, bénéficieront à leur importation en France ou dans les colonies et possessions françaises du pourcentage de réduction indiqué à ladite liste, lequel portera sur la différence entre le taux du tarif général et celui du tarif minimum. Ce pourcentage restera le

même, quels que soient les relèvements ou abaissements des droits, taxes, surtaxes ou coefficients que la France pourra instituer dans l'avenir.

Art. 5. — Les produits naturels ou fabriqués exportés des territoires de l'une des hautes parties contractantes à destination des territoires de l'autre, bénéficieront, en ce qui concerne les droits et taxes à l'exportation actuellement en vigueur ou qui pourraient être ultérieurement établis, du régime le plus favorable que chacune des hautes parties contractantes accorde ou pourrait éventuellement accorder à toute puissance tierce.

Les pâtes de bois et cellulose de toute nature (n° 30 à 33 du tarif d'exportation du décret du 15 avril 1921) exportés de Finlande à destination de la France, des colonies et possessions françaises, bénéficieront d'une réduction de 30 p. 100 sur la surtaxe d'exportation que le Gouvernement finlandais a établie par décret et d'un pourcentage analogue sur toutes autres surtaxes, coefficients ou procédés de majorations qui pourraient lui être substitués par mesure administrative.

Les soies d'animaux (n° 44 du tarif d'exportation du décret du 15 avril 1921) exportées de Finlande vers la France, les colonies et possessions françaises seront exonérées de la taxe d'exportation que le Gouvernement finlandais a établie par décret ou de toutes autres taxes, surtaxes, coefficients ou autres procédés de majorations au moyen desquels le Gouvernement pourrait, par décret, majorer le droit légal d'exportation.

Art. 6. — La Finlande s'engage à acheter en France tous les vins et toutes boissons alcooliques, qui sont nécessaires pour la consommation légale, à l'exception de telles spécialités que la France ne pourrait produire.

Pour l'application du paragraphe précédent, le Gouvernement finlandais admettra soit dans la pharmacopée, soit comme médicament pour le traitement des animaux, notamment les vins de toute nature, les eaux-de-vie de vin, de cidre, de marc, de quetches, le rhum, le tafia, le genevièvre, et les alcools de bouche, sous réserve que ces produits seront accompagnés de certificats délivrés par les laboratoires officiels français établissant qu'ils satisfont aux prescriptions de la législation française et attestant, en outre, les appellations d'origine auxquelles ces produits peuvent avoir droit.

La composition des produits naturels visés au paragraphe précédent est garantie par le certificat d'analyse délivré par les laboratoires officiels français. La composition des produits visés au paragraphe précédent couverts par une marque de fabrique, est garantie par une seule analyse faite une fois pour toutes par les laboratoires français. Le certificat d'analyse sera envoyé au Gouvernement finlandais qui en prendra acte et donnera à tous les bureaux de douanes du pays les instructions autorisant l'importation ultérieure, pour la durée d'une année, et sans qu'il soit besoin de certificats afférents à chaque expédition, des produits auxquels s'applique le certificat entériné.

La composition des produits alcooliques, autres que les produits naturels désignés, destinés à la pharmacopée et au traitement des animaux, ainsi qu'aux usages techniques ou scientifiques, sera garantie par un certificat d'analyse délivré par les laboratoires officiels français et, en cas d'absence de ce certificat, leur composition sera contrôlée, s'il y a lieu, par les autorités finlandaises.

La liste des laboratoires officiels français chargés de la délivrance des certificats d'analyse ci-dessus visés, et les modèles desdits certificats seront notifiés au Gouvernement finlandais par le Gouvernement français.

Quel que soit le régime adopté en Finlande pour l'importation des liquides alcooliques et des vins, le Gouvernement finlandais s'engage à veiller à ce que les personnes ou institutions autorisées à vendre de tels produits au public ou à en faire emploi dans leur industrie ou pour des usages pharmaceutiques, scientifiques ou techniques, aient toujours le droit d'exiger la livraison des produits provenant des maisons françaises désignées par elles.

Pour l'application du présent article, il sera institué, par les soins du Ministère des questions sociales de Finlande, un magasin-office où les producteurs ou commerçants français pourront présenter ou faire parvenir, à tout instant, des échantillons de leurs produits et où, d'une façon également permanente, les personnes ou institutions autorisées à vendre au public finlandais des liquides alcooliques ou des vins ou à en faire emploi dans leurs industries (ou pour des usages pharmaceutiques, scientifiques ou techniques) pourront se procurer ces échantillons.

Art. 7. — Dans le cas où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes établirait de nouvelles prohibitions, soit à l'entrée, soit à la sortie, l'octroi des dérogations ou la fixation de contingents seront étudiés, sur la demande de l'une des hautes parties contractantes, de façon à ne préjudicier que le moins possible aux relations commerciales entre les deux pays.

Les marchandises prohibées ou contingentées à l'importation ou à la sortie ne seront soumises à aucune limitation ou restriction et seront exonérées de tous droits d'importation et d'exportation lorsque, originaires et en provenance de France, des colonies et des possessions françaises, elles seront importées en Finlande pour y être entreposées à fin de réexportation vers les pays limitrophes. Les marchandises ainsi entreposées ne seront susceptibles d'aucune taxe spéciale autre que celles auxquelles sont soumises ou pourraient être soumises les marchandises entreposées pour être livrées ultérieurement à la consommation nationale.

Toutefois, les prohibitions d'entrée ou de sortie seront applicables aux marchandises importées ou exportées dans les conditions ci-dessus définies lorsqu'elles seront motivées :

1° Par des mesures visant la sécurité de l'Etat ;

2° Par des motifs de police sanitaire ou de prophylaxie contre les épizooties et les épiphyties.

Art. 8. — Toute levée de prohibition d'entrée accordée, même à titre temporaire, par une des hautes parties contractantes aux produits d'une tierce puissance, que ces produits soient ou non prévus aux listes annexées, s'appliquera immédiatement et inconditionnellement aux produits identiques ou similaires originaires et en provenance de l'autre.

Art. 9. — Dans tous les cas où l'une des hautes parties contractantes soumettrait l'importation ou l'exportation de certains produits ou marchandises à des conditions de prix contrôlées par le Gouvernement ou par tout organisme habilité par lui, les conditions applicables à l'autre partie seront les plus favorables qui sont ou pourront être appliquées à toute puissance tierce ou aux ressortissants de toute puissance tierce.

Art. 10. — Pour l'importation et l'exportation des marchandises visées aux articles précédents, les barèmes de transport par fer et tous frais accessoires appliqués par chacune des hautes parties contractantes ne seront pas plus élevés que ceux qu'elle applique ou pourrait appliquer aux produits nationaux ou aux produits de la nation la plus favorisée.

Art. 11. — Les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux pays, importés dans les territoires de l'autre et destinés à

l'entreposage ou au transit, ne seront soumis en France à aucun droit de douane ou à aucun droit intérieur autre que la taxe de plombage et les droits de statistique ou taxes assimilées, et en Finlande à aucun autre droit ou taxe autre que la taxe d'enregistrement des marchandises en entrepôt ou en transit, ou taxes assimilées, sans préjudice toutefois, dans l'un et l'autre pays, des taxes fiscales afférentes aux transactions dont ces marchandises sont ou pourraient être l'objet au cours de leur entreposage ou de leur transport.

Art. 12. — Chacune des hautes parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre immédiatement et sans compensation, de toute faveur, privilège ou abaissement dans les droits d'octroi, d'accise et tous droits accessoires et locaux, à l'importation, à l'exportation, à la réexportation, au transit, à l'entreposage, pour les marchandises mentionnées ou non dans la présente convention, qu'elle a accordés ou pourrait accorder à une autre puissance.

Le traitement de la nation la plus favorisée est également garanti à chacune des hautes parties contractantes en ce qui concerne le transbordement des marchandises et l'accomplissement des formalités de douanes : le traitement national est réciproquement octroyé en ce qui touche les droits de consommation.

Art. 13. — Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions ci-dessus et pour éviter toute fraude par transport détourné, les hautes parties contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine attestant :

1° S'il s'agit de matières proprement dites, qu'elles sont originaires de l'autre pays ou qu'elles y ont subi une transformation complète leur ayant fait perdre leur individualité d'origine ;

2° S'il s'agit d'un produit manufacturé, que la moitié au moins de sa valeur est représentée par la valeur des matériaux originaires de l'autre pays et par le travail qui y a été exécuté.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les chambres de commerce dont relève l'expéditeur, soit par toute autre autorité que le pays destinataire aura agréée. Ils seront légalisés par un représentant diplomatique ou consulaire du pays destinataire.

Au cas où l'expéditeur pourra craindre que, malgré le certificat d'origine accompagnant la marchandise, celle-ci demeure sujette à contestation, il pourra faire confirmer le certificat d'origine par un certificat de vérification établi et signé à la fois par l'auteur du certificat d'origine et par un agent technique que désignera le représentant diplomatique ou consulaire du pays destinataire. Cet agent pourra, pour procéder à la vérification, exiger toute preuve ou communication expédiente. Si la marchandise est accompagnée d'un certificat de vérification, elle ne sera sujette à l'expertise légale en douane que dans le cas de fraude ou de substitution présumée.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine quand il s'agira d'importation ne revêtant pas un caractère commercial.

Art. 14. — Les dispositions des articles précédents, en tant qu'elles octroient le régime de la nation la plus favorisée en ce qui concerne notamment les droits et taxes et les facilités douanières ou de transport, n'excluent point le régime préférentiel que chacune des hautes parties contractantes pourrait accorder pour le trafic frontière dans une zone qui ne peut en aucun cas s'étendre à plus de 15 kilomètres en profondeur.

La France s'engage à ne pas réclamer le bénéfice de toute pré-

férence douanière ou facilité, de quelque nature que ce soit, que la Finlande pourrait accorder à l'Esthonie en vue de conserver ses échanges traditionnels avec ce pays.

La Finlande renonce, d'autre part, à ne réclamer le bénéfice des avantages préférentiels qu'en vertu d'unions économiques que la France pourrait éventuellement accorder à des pays limitrophes.

Art. 15. — Chacune des hautes parties contractantes s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir les produits naturels ou fabriqués originaires de l'autre partie contractante contre toute concurrence déloyale dans les tractations commerciales, à réprimer et à prohiber par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation, l'entreposage et l'exportation, ainsi que la fabrication, la vente et la mise en vente à l'intérieur de tous produits portant sur eux-mêmes ou sur leur conditionnement immédiat ou sur leur emballage extérieur des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant directement ou indirectement de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises.

Art. 16. — Pour la protection des appellations d'origine chacune des hautes parties contractantes s'oblige à se conformer à tous les termes de l'acte de Madrid du 14 avril 1891 et à se conformer en outre aux lois ainsi qu'aux décisions administratives prises conformément à ces lois et aux jugements rendus en application de ces lois qui lui seront notifiés par l'autre partie contractante et qui déterminent ou réglementent le droit à une appellation régionale pour tous les produits qui tirent du sol ou du climat leurs qualités particulières ou les conditions dans lesquelles l'emploi d'une appellation régionale peut être autorisée. Elle interdira l'importation, l'entreposage, l'exportation, ainsi que la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente des produits ou marchandises portant des appellations régionales, contrairement aux lois et décisions régulièrement notifiées par l'autre partie contractante.

La notification pourra viser notamment :

1° Les appellations régionales de provenance appartenant à tous les produits qui tirent du sol ou du climat leurs qualités particulières ;

2° La délimitation des territoires auxquels s'appliquent ces appellations ;

3° La procédure relative à la délivrance du certificat d'origine.

La saisie des produits incriminés aura lieu, soit à la diligence de l'administration des douanes, soit à la requête du ministère public ou d'une partie intéressée, individu ou société conformément à la législation respective de la France et de la Finlande.

Les dispositions du présent article s'appliqueront alors même que l'appellation régionale est accompagnée de l'indication du nom du véritable lieu d'origine ou de l'expression « type », « genre », « façon », « ceps », ou de toute autre expression similaire.

Art. 17. — Les hautes parties contractantes s'engagent à donner une application effective à la convention internationale de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Washington le 2 juin 1911, ainsi qu'à toute convention internationale visant spécialement les brevets d'invention à laquelle elles seraient adhérentes.

Les hautes parties contractantes s'engagent d'autre part à donner une application effective à la convention internationale de Berne du 9 septembre 1886 pour la protection des œuvres litté-

raires et artistiques, révisée à Berlin le 13 novembre 1908 et complétée par le protocole additionnel signé à Berne le 20 mars 1914.

Art. 18. — Les négociants, les fabricants et autres industriels de l'un des deux pays qui prouvent par la présentation d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et les impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre partie contractante, chez des négociants ou producteurs, ou dans des locaux de vente publique. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons.

Si l'une des hautes parties contractantes venait à appliquer de ce fait des taxes ou patentes spéciales, l'autre partie pourrait adapter son régime de manière à rétablir la réciprocité.

Les voyageurs de commerce finlandais et français munis d'une carte de légitimation conforme au modèle agréé d'un commun accord par les hautes parties contractantes et délivrée par les autorités de leur pays respectif auront le droit réciproque d'avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises.

Les parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les objets passibles d'un droit de douane ou de toute autre taxe assimilée, à l'exception des marchandises prohibées à l'importation, qui seront importés comme échantillons ou modèles par les voyageurs de commerce seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets soient réexportés dans le délai réglementaire et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit du reste, le bureau par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons ou modèles devra être garantie dans les deux pays, soit par le dépôt (en espèces) du montant des droits applicables au bureau de douane de l'entrée, soit par une caution valable, réserve faite, dans tous les cas, de l'accomplissement, s'il y a lieu, des formalités de la garantie des ouvrages en platine, en or ou en argent.

Une fois le délai réglementaire expiré, le montant des droits, selon qu'il aura été *consigné ou garanti*, sera acquis au Trésor ou recouvré à son profit, à moins qu'il ne soit établi que, dans ce délai, les échantillons ou modèles ont été réexportés.

Si avant l'expiration du délai réglementaire les échantillons ou modèles sont présentés à un bureau de douane ouvert à cet effet pour être réexportés, ce bureau devra s'assurer par une vérification, si les articles qui lui sont présentés sont bien ceux pour lesquels il a été délivré le permis d'entrée. S'il n'y a aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation et restituera le montant des droits déposés à l'importation ou prendra les mesures nécessaires pour la décharge de la caution.

Il ne sera exigé de l'importateur aucun frais, à l'exception, toutefois, des droits de timbre pour la délivrance du certificat ou permis, non plus que pour l'apposition des marques destinées à assurer l'identité des échantillons ou modèles.

Les ressortissants de l'un des deux pays contractants se rendant aux foires et marchés sur les territoires de l'autre à l'effet

d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues sur ces derniers.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage, non plus qu'à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, chacune des parties contractantes réservant à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Art. 19. — Les ressortissants de chacune des hautes parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre du traitement accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée; ils n'y seront pas soumis à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 20. — Les sociétés civiles, commerciales et d'assurances de chacune des hautes parties contractantes constituées conformément aux lois de l'un des deux pays pourront, si les lois de l'autre pays ne s'y opposent et sous réserve de l'accomplissement de toutes formalités prévues par ces lois, s'établir sur le territoire de ce dernier pays et y exercer leurs droits ou leur industrie. Elles y jouiront du traitement accordé aux sociétés civiles, commerciales et d'assurances de la nation la plus favorisée; elles y auront libre et facile accès auprès des tribunaux; elles n'y seront pas soumises à des droits, taxes, impôts sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur les sociétés du pays, étant entendu, en outre, que des droits, taxes et impôts ne pourront être assis que sur la part de l'actif social se trouvant effectivement dans le pays où ils sont perçus et sur les seules opérations qui y sont faites.

Art. 21. — Réserve faite des droits de douane, tels qu'ils résulteront de l'application du présent traité, les œuvres littéraires, musicales et artistiques de chacun des deux pays ne seront pas soumises dans l'autre à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui frappent les œuvres de ce dernier pays.

Art. 22. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris. Elle est conclue pour un an, ce délai courant du huitième jour de la date de la signature. Elle sera prorogée par voie de tacite reconduction, et par périodes trimestrielles si elle n'est pas dénoncée par une des hautes parties contractantes six mois au moins avant l'expiration du premier terme d'un an et deux mois au moins avant l'expiration de chaque période trimestrielle ultérieure.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 13 juillet 1921.

(L. S.) Signé : ARISTIDE BRIAND.

(L. S.) Signé : LUCIEN DIOR.

(L. S.) Signé : ENCKELL.

(L. S.) Signé : MAUNO NORDBERG.

(L. S.) Signé : L. ASTROM.

(L. S.) Signé : J. PROCOPE.

LISTE A

NUMÉROS du tarif finlandais	DÉSIGNATION DES PRODUITS	DÉTAXE
ex 74	Raisins.....	50 p. 100
81	Fruits et baies conservés en huile, alcool, vinaigre ou confits non à fermeture hermétique....	50 —
104	Fromages, toutes espèces, en emballage non hermétique.....	60 —
108	Petits fours, gâteaux, biscuits, pains d'épices et autres espèces analogues ne rentrant pas dans les articles de confiserie.....	75 —
123	Confiserie non spécialement désignée.....	50 —
124	Miel, y compris le miel artificiel.....	40 —
	Épices, non à fermeture hermétique :	
134	Poivre, autre que le piment, en grain ou moulu.	50 —
136	Safran, vanille, vanilline.....	50 —
139	Moutarde préparée en pâte.....	60 —
140	Épices, non spécialement désignées, en grains et en poudre.....	50 —
	Conserves en boîtes hermétiquement closes :	
141	Produits de viande et dépouilles d'animaux....	50 —
142	Anchois, sardines et poissons, autres.....	75 —
147	Fruits de table et baies, plantes potagères et champignons comestibles de divers genres....	75 —
149	Fromages.....	60 —
150	Câpres, moutarde et autres épices.....	75 —
151	Autres conserves.....	75 —
	Boissons :	
162	Eaux minérales.....	75 —
166	Tabac préparé, autres espèces (que les cigares et cigarettes) et succédanés du tabac.....	30 —
	Soie filée, même unie à d'autres matières textiles :	
232	Soies en petits emballages destinés à la vente au détail tels que : écheveaux, bobines et analogues.....	75 —
233	Autres.....	75 —
	Tissus de jute, chanvre, lin et d'autres matières végétales, non spécialement désignées :	
	— de jute sans mélange d'autres matières textiles.	
250	Peluches en pièces ou découpées.....	75 —
	— d'autres matières textiles de cette catégorie que de jute ou de fibre de coco, même mélangées de jute ou de coton.	
254	Velours et peluche et imitation, en pièces ou découpés.....	75 —
	Tissus de laine pure ou mi-laine (sauf mélange de soie) :	
	Tapis :	
268	Noués avec au plus 180 nœuds sur une longueur de 1 mètre.....	75 —
269	Avec plus de 180 nœuds sur la même longueur.	75 —
270	En imitation de peluche, non noués en pièces ou découpés.....	75 —
271	Autres espèces.....	75 —
272	Velours et peluche et imitations, en pièces ou découpés.....	75 —
	Tissus de soie :	
278	Peluches et tissus de velours, découpés ou en pièces, de soie pure ou mélangée avec d'autres matières textiles.....	80 —
	Tissus non dénommés :	
279	Soie pure.....	80 —
280	Soie mélangée.....	80 —
	Rubans, cordons et passementeries, non dénommés ailleurs, avec ou sans parties métalliques, etc.	
281	De coton ou d'autres matières végétales : Rubans, cordons et passementeries de peluche et de velours.....	75 —
	De laine :	
283	Rubans, cordons et passementeries de peluche et de velours.....	75 —
	De soie :	
285	Soie pure.....	75 —
286	Soie mélangée.....	75 —

NUMÉROS du tarif finlandais	DÉSIGNATION DES PRODUITS	DÉTAXE	NUMÉROS du tarif finlandais	DÉSIGNATION DES PRODUITS	DÉTAXE
	Dentelles, tissus de dentelle et tulle non mentionnés ailleurs :			Plumes de parure :	
	— de coton ou d'autres matières végétales, non spécialement désignées :		348	Travaillées ainsi que fourrures artificielles faites de plumes.	75 p. 100
287	Tulle à rideaux d'au moins 50 centimètres de largeur.	75 p. 100		Ouvrages en bois tout faits, non spécifiés :	
288	Autres espèces.	75 —		— pesant plus de 2 kilogr. net par unité :	
289	— de lin pur avec addition d'une matière fibreuse autre que la laine ou la soie.	75 —	374	Bronzes dorés ou argentés, avec sculptures ou marqueterie.	50 —
291	— de soie ou en mélange d'autres matières.	75 —	375	Teints, cirés, laqués, polis ou travaillés à la surface d'une façon analogue.	50 —
	Bonneterie de soie pure :			— pesant au plus 2 kilogr. par unité :	
298	Se vendant par mètre.	75 —	379	Bronzés, dorés ou argentés, avec sculptures ou marqueterie.	50 —
299	Autres espèces.	75 —	380	Teints, cirés, laqués, polis et peints ou vernis.	50 —
	Bonneterie de demi-soie :			Papier non dénommé :	
300	Se vendant par mètre.	75 —	445	Coloré autrement qu'au cours de la fabrication, laqué, verni, doré, argenté ou couvert d'un autre métal ou de craie, muni de figures imprimées en une ou plusieurs couleurs, plissé, pressé ou estampé.	90 —
301	Autres espèces.	75 —		Ouvrages de papier :	
	Chapeaux tout faits, ou partiellement montés :		422	Cartes, sans impression, pour adresses, menus, cartes de visite, etc., ainsi que pour étiquettes, toutes espèces.	90 —
311	Ornés de fleurs ou de plumes.	80 —	427	Papier peint et bords de toutes espèces, même uni à d'autres matières.	90 —
313	Autres pièces, de substance où la soie rentre en partie, montés ou ornés.	80 —		Ouvrages non spécifiés d'os, de corne ou d'écaille de tortue.	
	Produits filés mêlés de caoutchouc ; imperméables même couverts ou imprégnés d'autre matière que le caoutchouc ; tissus collés avec une autre matière que le caoutchouc et produits faits de ces tissus ; ainsi que les étoffes pour polir :		451	Autres ouvrages, non spécialement désignés : d'ivoire, dents de morse ou d'hippopotames, ou d'écaille.	50 —
	— tissus et autres produits filés recouverts de caoutchouc ou réunis avec de la dissolution de caoutchouc ou avec une couche intermédiaire de caoutchouc ; de même que les élastiques de caoutchouc :			Ambroine, cellulose, ébène, galathea et autres produits moulables analogues non spécialement désignés.	
317	Matière filée entièrement ou en partie en soie.	80 —	462	Autres travaux non spécialement désignés, aussi associés avec métal non précieux, tissus ou garnitures analogues, à l'exclusion des films non développés.	75 —
	— tissus et autres produits filés imperméables ou couverts d'une autre matière que le caoutchouc, y compris la toile cirée et tissus vernis ou laqués ;			Ouvrages de cuir :	
	— autres espèces que les tapis et bandes isolantes :			Chaussures :	
320	Matière filée entièrement ou en partie en soie.	75 —	473	Recouvertes de soie ou demi-soie.	50 —
323	Corsets, entièrement ou en partie en soie.	85 —	474	Retournées, autres espèces.	25 —
	Vêtements et ouvrages de couture ; non spécifiés :		475	De cuir verni.	50 —
	— de dentelle, tissus de dentelle ou tulle :		479	Gants de cuir, même avec parties de tissu, non spécifiés.	50 —
325	Entièrement ou en partie de soie.	85 —		Boîtes, ceintures, parties de ceintures et bretelles, étuis, portefeuilles et porte-monnaies, ainsi que sacs avec ou sans garniture, en cuir, même associés à d'autres matériaux, pesant au plus 500 grammes par unité.	75 —
326	Autres espèces.	85 —	481	Ouvrages en métaux précieux :	
327	— fabriqués avec un produit de filage de soie pure.	75 —		Or :	
328	— fabriqués avec un produit de filage en demi-soie.	75 —	499	Ouvrages, non spécifiés, entièrement ou en partie d'or, aussi avec pierres ou perles enchâssées.	75 —
	En tissus de laine :			Argent :	
329	— munis de broderies ou de dentelles, ainsi que ceux dans la doublure, les revers ou les garnitures desquels entre de la soie.	75 —	502	Barres et fils façonnés, dorés ou recouverts d'or par un procédé mécanique.	75 —
333	Parapluies et ombrelles de soie ou demi-soie.	50 —	503	Ouvrages, non spécifiés, entièrement ou en partie d'argent et aussi dorés ou recouverts d'or par un procédé mécanique et avec pierres ou perles enchâssées.	50 —
337	Fleurs, fruits et plantes artificielles confectionnés principalement de matières textiles, papier, paille ou autres matières similaires ; reproductions de papillons, scarabées, plumes d'oiseaux, etc., confectionnées de matières similaires et destinées à la parure.	75 —		Platine :	
338	Parties de fleurs artificielles et des autres articles destinés à la parure, mentionnés ci-dessus.	75 —	505	Ouvrages non spécifiés, entièrement ou en partie de platine, aussi avec pierres et perles enchâssées.	50 —
	Produits filés avec fils fins de métal et travaux d'or filé :		588	Couteaux de table et fourchettes à manche d'ivoire, de nacre, de porcelaine ou d'écaille, ainsi que dorés ou argentés.	40 —
341	Tissus, rubans, passementerie, franges, dentelles, tissus de dentelle, tulles et produits de bonneterie.	75 —	597	Ciseaux, non spécifiés, machines pour couper les cheveux, tire-bouchons, pinces à sucre et coupe-ongles, ainsi que casse-noisettes, dorés ou argentés.	40 —
	Sacs, serviettes, étuis et boîtes, porte-monnaie, abat-jour, bourses, portefeuilles avec ou sans monture, extérieurement recouverts de produits textiles :		614	Armes de tir de toutes espèces, comme carabines à ressort ou à air comprimé, fusils à plomb ou à balle, mitrailleuses, pistolets et revolvers, ainsi que parties d'armes entièrement façonnées.	60 —
344	Recouverts de produits de filature en soie pure ou en soie mélangée.	75 —			
345	Autres espèces.	75 —			

NUMÉROS du tarif finlandais	DÉSIGNATION DES PRODUITS	DÉTAXE
	Moyens de transport :	
708	Voitures et véhicules, non spécialement désignés, et le train s'y rapportant; roues caoutchoutées destinées à ces véhicules et voitures, à l'exception des véhicules pour transporter les grumes de sciage et les camions ainsi que les roues caoutchoutées destinées à ces derniers véhicules.....	75 p. 100
	Instrument de musique :	
714	Phonographes, gramophones, orgues de Barbarie, boîtes à musique et autres instruments non spécialement désignés servant à reproduire de la musique, et partie de ces instruments.....	75 —
715	Autres espèces non spécifiées, ainsi que parties et accessoires arrivant à part.....	75 —
	Objets de luxe et autres articles employés surtout ou seulement comme ornements et n'ayant pas d'utilité réelle :	
783	En porcelaine fine.....	75 —
	Savons :	
828	De parfumerie, savons de toilette et autres espèces analogues; savons liquides ou mousses, en tubes, flacons et autres emballages similaires de toutes sortes; savons transparents... Ethers, essences d'alcools non dénommés ailleurs; huiles volatiles, parfumeries, cosmétiques, etc. :	75 —
862	Ether de vinaigre et de fruits, essences de cognac, d'arrac et autres; éthers et essences dissoutes dans l'alcool et autres éthers et essences non spécialement désignés.....	80 —
868	Essence d'amandes amères, terpinol, safran et menthol; héliotropine, coumarine, musc et autres produits aromatiques employés en parfumerie, ainsi que les autres huiles essentielles végétales, volatiles, non spécialement nommées, naturelles ou fabriquées.....	80 —
869	Eaux parfumées sans alcool ni éther; eaux de rose et de fleur d'oranger.....	80 —
	Eaux parfumées alcooliques ou contenant de l'éther, et teintures pour les cheveux, de toutes sortes :	
870	En récipients d'un poids de 3 kilogr. bruts ou au-dessus.....	75 —
871	En récipients d'un poids au-dessous de 3 kilogr. bruts.....	75 —
872	Graisses parfumées, onguents et pommades.....	75 —
873	Poudres, fards, poudres dentifrices, pâtes dentifrices et autres parfums cosmétiques, ne pouvant être rangés sous une autre rubrique, comme enveloppes, sachets, encens pour parfumer les appartements, etc.....	75 —
	Articles non repris ailleurs :	
942	Boîtes, étuis, et petits sacs avec ou sans garniture, porte-monnaies, serviettes et houppes à poudrer, entièrement ou partiellement en agate, ambre, celluloïde, caoutchouc, métal (à l'exception de fer et de métaux purs), nacre, coquillages et écaille ou en d'autres malléables, aussi ornés de dentelles ou tissus, contenant des fils de soie, cadres recouverts de tissus.....	90 —
945	Articles de bijouterie, de toute sorte, à l'exclusion de ceux en or, argent ou platine, bracelets, broches, boutons de chemises, épingles à cravates, colliers et chaînes de montres, boucle de chapeaux, barrettes et autres parures pour les cheveux, ne pouvant être classées dans d'autres catégories, boutons de manchettes, crochets à montres, porte-montres, ainsi que autres articles de parure destinés à l'usage personnel.....	80 —
952	Jouets et ornements d'arbre de Noël de tout genre et partie de ces objets.....	75 —

LISTE B

NUMÉROS du tarif français	DÉSIGNATION DES PRODUITS
37	Beurre.
ex 89	Graines à ensemer, sauf celles de betterave.
ex 115	Gémmes, térébenthine, résines, colophanes, poix, pains de résine, brais et tous autres produits résineux indigènes.
115 bis	Goudron.
128	Bois ronds, bruts, non équarris avec ou sans écorce de longueur quelconque et de circonférence au gros bout, supérieure à 60 centimètres.
	Bois équarris ou sciés de 80 millimètres d'épaisseur et au-dessus.
	Bois équarris ou sciés d'une épaisseur inférieure à 80 millimètres et supérieure à 36 millimètres.
	Bois sciés de 35 millimètres d'épaisseur et au-dessous.
129	Pavés en bois, débités en morceaux.
130	Merrains.
131	Bois en éclisses.
132	Bois feuillards et échelas fabriqués.
133	Perches, étançons et échelas bruts de plus de 1 m. 10 de longueur et de circonférence atteignant au maximum 60 centimètres au gros bout.
135 bis	Bois d'essences résineuses en rondins, avec ou sans écorce, de tous diamètres, longueur maxima, 2 m. 50.
137	Autres bois communs.
168	Pâtes de celluloses mécaniques et chimiques.
ex 177	Pierres ouvrées, taillées ou sciées à surface plane.
183	Pavés en pierre naturelle.
ex 131	Verres à vitres : ordinaires et de couleur ou légèrement teintés, verres ondes.
ex 461	Papier ou carte, autre que le papier dit de fantaisie à la mécanique, au-dessus de 30 grammes le mètre carré.
	Papier sulfurisé ou simili-sulfurisé.
ex 462	Cartons en feuilles ou en plaques pesant au moins 350 grammes le mètre carré.
ex 522	Machines pour l'agriculture : herses, charrues et écrémeuses.
595	Futaillies.
ex 597	Pièces de charpente et de charonnage façonnées en bois tendre, y compris le bouleau.
ex 600	Bois rabotés, rainés (ou) bouvetés; planches, frises ou lames de parquet, rabotées, rainées et (ou) bouvetées en sapin ou bois tendre, y compris le bouleau.
ex 601	Portes, fenêtres, jalousies, persiennes, volets roulants, stores en bois, lambris et pièces de menuiserie assemblées ou non, en bois tendres, y compris le bouleau, peints, vernis ou laqués de couleur uniforme.
602	Boissellerie.

LISTE C

NUMÉROS du tarif finlandais	DÉSIGNATION DES PRODUITS	DÉTAXE
ex 177	Pierres ouvrées : sculptées, moulurées, ou polies.	50 p. 100
0194	Alcool méthylique brut.....	30 —
0195	Alcool méthylique rectifié.....	30 —
349	Verres bruts coulés de toutes épaisseurs avec ou sans stries ou perforations; verres coulés ou moulés de toutes formes et dimensions, dalles, tuiles, tuyaux pour toitures, vitrages, canalisation ou pavement.....	50 —
349 bis	Les mêmes : en verre extra-blanc, de couleur ou légèrement teinté, à l'exclusion de la teinte naturelle du verre.....	50 —
ex 350	Gobéletterie de verre et de cristal : unie ou moulée, blanche ou de couleur naturelle.....	50 —
	Teintée dans la masse et unicolore.....	50 —
	Rodée, taillée ou gravée autrement que pour effacer les traces de l'attache dite pontil.....	50 —

NUMÉROS du tarif finlandais	DÉSIGNATION DES PRODUITS	DÉTAXE
359	Décorée d'or, de couleur ou autrement.....	50 —
359 <i>ter</i>	Bouteilles, fioles et flacons ordinaires.....	25 —
362	Les mêmes se bouchant à l'émeri.....	25 —
ex 461	Objets en verre non dénommés.....	40 —
461 <i>bis</i>	Papiers ou cartes autres que ceux indiqués à la liste B.....	60 —
462 <i>bis</i>	Papier de tenture.....	60 —
ex 453	Carton moulé, armé ou non, dit papier mâché, carton pierre en ornements pour la décoration.....	60 —
ex 590 <i>bis</i>	Carton coupé, rainé ou façonné, brut.....	60 —
ex 591	Fonds de siège ou de dossiers plaqués ou contre- plaqués en bois tendre y compris le bouleau.....	70 —
591 <i>bis</i>	Sièges ayant un seul motif de sculpture, cirés ou vernis.....	50 —
	Autres.....	50 —
ex 592	Pièces et parties isolées de sièges.....	50 —
ex 592 <i>bis</i>	Meubles autres que sièges, massifs et pièces et plaqués de toute espèce de bois, pièces et parties isolées : Moulurés vernis, cirés ou autres.....	50 —
ex 594	Meubles autres que sièges, massifs et pièces et parties isolées, moulurés, vernis ou cirés, au- tres.....	50 —
602 <i>bis</i>	Baguettes et moulures en bois, brutes, plâtrées ou enduites à la délrempe.....	50 —
ex 603 <i>ter</i>	Ouvrages de tournerie.....	50 —
603 <i>quater</i>	Manches d'instruments agricoles en bois, d'une longueur inférieure à 2 m. 40 et d'un diamètre inférieur à 55 millimètres, autres qu'en frêne.....	50 —
ex 618 <i>ter</i>	Autres ouvrages en bois.....	50 —
	Embarcations automobiles à moteur, en bois...	50 —

LISTE D

NUMÉROS du tarif finlandais	DÉSIGNATION DES PRODUITS
114-116	Café.
117	Thé.
127-140	Épices.
163-164	Tabacs.
167	Coton.
172	Laine.
175	Soies.
485-486	Caoutchouc.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la convention de commerce en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, sont convenus des modalités d'application ci-après :

I

Les articles 1^{er} à 14 de ladite convention, à l'exception toutefois de l'alinéa 2 de l'article 7, seront mis en application, en attendant l'échange des ratifications, huit jours après la signature de la convention par publication, au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin des lois* de la République finlandaise, du texte de la convention et d'un décret mettant en application les articles susvisés.

II

Pour l'application des articles 15, 16 et 17, le Gouvernement finlandais, d'une part, s'engage à prendre dès à présent les mesures administratives nécessaires ; le Gouvernement français, d'autre part, consent pour la préparation ou le vote des mesures législatives que nécessiterait, en outre, l'application des mêmes articles, un délai de six mois à partir de la date de la signature de la convention, le Gouvernement finlandais s'engageant à faire toute diligence pour que ce délai ne soit pas dépassé.

III

Pour l'application de l'article 18, les hautes parties contractantes se mettront d'accord, dans le délai d'un mois, sur la formule que chacune d'elles adoptera en ce qui concerne la carte de légitimation à délivrer aux voyageurs de commerce.

Fait en double exemplaire à Paris, le 13 juillet 1921.

(L. S.) Signé : ARISTIDE BRIAND.

(L. S.) Signé : LUCIEN DIOR.

(L. S.) Signé : ENCKELL.

(L. S.) Signé : MAUNO NORDBERG.

(L. S.) Signé : L. ASTRÖM.

(L. S.) Signé : J. PROCOPÉ.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie l'Arrangement commercial du 29 janvier 1921, entre la France et le Canada.

(Du 5 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'Arrangement commercial signé à Paris le 29 janvier 1921, entre la France et le Canada ;

Vu le radiotélégramme ministériel (Circulaire n° 26) du 30 septembre 1921,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, l'Arrangement commercial signé à Paris le 29 janvier 1921, entre la France et le Canada.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

ARRANGEMENT COMMERCIAL

ENTRÉ LE CANADA ET LA FRANCE

En attendant la conclusion d'une nouvelle Convention de commerce, en vue de laquelle les négociations commenceront immédiatement, le Gouvernement canadien et le Gouvernement français ont convenu d'appliquer les dispositions suivantes :

Article 1^{er}. — Le Canada appliquera à l'importation des produits originaires et en provenance de France les tarifs et taxes

les plus favorables qu'il accorde ou pourra éventuellement accorder aux produits de toute puissance tierce, à l'exception du Royaume-Uni, ainsi que des Dominions et possessions britanniques.

Art. 2. — Le Canada accordera de même le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'exportation, le transit, les droits de consommation et taxes intérieures.

Art. 3. — Le Gouvernement français s'engage à proroger jusqu'à la conclusion de la nouvelle convention de commerce, au bénéfice des produits canadiens importés en France, l'application du régime prévu par les conventions de 1907 et 1909, sous réserve des modifications et additions prévues aux articles suivants.

Art. 4. — Parmi les marchandises énumérées au tableau A annexé à la convention de 1907, celles qui sont énumérées à la liste I jointe au présent *modus vivendi* cesseront de bénéficier du tarif minimum. Elles jouiront à leur importation en France d'un pourcentage de réduction spécifié à ladite liste. Ce pourcentage portera sur la différence entre le taux du tarif général et celui du tarif minimum. Ce pourcentage restera le même, quels que soient les abaissements ou relèvements des droits, coefficients ou surtaxes que la France pourrait instituer à l'avenir.

Art. 5. — Outre les produits énumérés à la liste A de la convention de 1907, la France admettra les produits énumérés à la

liste 2 jointe au présent *modus vivendi* au bénéfice du tarif minimum ou au bénéfice d'un pourcentage de réduction, selon qu'il est déterminé par ladite liste. Ce pourcentage, précisé par ladite liste, portera sur la différence entre le taux du tarif général et celui du tarif minimum. Ce pourcentage restera le même, quels que soient les abaissements ou relèvements des droits, coefficients ou surtaxes que la France pourrait instituer à l'avenir.

Art. 6. — Le présent arrangement restera en vigueur jusqu'à la conclusion d'une nouvelle convention commerciale, mais il sera à tout moment loisible à chacune des hautes parties contractantes de le dénoncer moyennant préavis de quatre mois.

En foi de quoi, les Délégués désignés à cet effet ont signé le présent arrangement.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 29 janvier 1921.

(L. S.) Signé : A. BRIAND.

(L. S.) Signé : AUG. ISAAC.

(L. S.) Signé : GEORGE E. FOSTER,
Minister of Trade and commerce on behalf
of the Canadian Government.

(L. S.) Signé : HARDINGE OF PENSHURST,
H. M.'s Ambassador.

LISTE I

Produits canadiens qui ne bénéficieront plus du tarif minimum.

NUMÉROS du tarif	DÉSIGNATION DES PRODUITS	POURCENTAGE
205	Fonte; Fonte brute de moulage et fonte d'affinage contenant moins de 25 p. 100 de manganèse; Ferro-manganèse contenant plus de 25 p. 100 de manganèse; Ferro-silicium contenant plus de 5 p. 100 de silicium; Silico-spiegel riche contenant au moins 30 p. 100 de silicium et de manganèse; ferro-chrome contenant 10 p. 100 de chrome ou plus; ferro-aluminium contenant 10 p. 100 d'aluminium ou moins; Ferro-aluminium contenant plus de 10 p. 100 et moins de 20 p. 100 d'aluminium.....	45 p. 100
206	Fers bruts en massiaux, prismes ou barres.....	50 —
207	Fer étiré en barres, fer d'angle et à T., essieux et bandages bruts de fonte.....	45 —
213	Acier en barres.....	50 —
214	Essieux et bandages de roues bruts de forge en acier.....	50 —
216	Acier en tôles ou bandes brunes laminées à chaud; acier en tôles ou bandes blanches laminées à froid.....	50 —
484	Gants.....	50 —
567	Tubes en fer ou en acier, non soudés; tubes en fer ou en acier soudés; raccords de toute espèce; tubes en fer ou en acier, emboutis ou sans soudure.....	20 —
590	Meubles en bois courbé, montés ou non montés.....	50 —
ex-591	Meubles autres qu'en bois courbé.....	50 —
ex-592	Moulurés, cirés, vernis ou autres.....	50 —
ex-592 bis	Les autres positions du tarif sous les mêmes numéros ne sont importables qu'au tarif général.	
ex-604	Pianos; orgues, harmoniums, instruments à anches libres métalliques, à un ou plusieurs jeux; orgues d'église, complètes, et pièces détachées.....	50 —
ex-608	Accessoires et pièces détachées des instruments de musique ci-dessus dénommés (ex-604)...	50 —

Produits canadiens qui jouiront du tarif minimum ou d'un pourcentage de réduction.

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français

de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 18 août 1921, approuvant un arrêté du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, ouvrant des crédits d'ordre au Budget de la Colonie pour l'exercice 1921.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

DÉCRET

(Du 18 août 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 24 juillet 1921, approuvant le Budget des Etablissements français de l'Océanie pour l'exercice 1921,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Est approuvé l'arrêté du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, en date du 17 janvier 1921, ouvrant au Budget de la colonie, pour l'exercice 1921, des crédits d'ordre s'élevant à la somme de 780.000 francs.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 18 août 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

A. SARRAUT.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 18 août 1921, portant approbation de l'ouverture de crédits supplémentaires au Budget local des Etablissements français de l'Océanie (exercice 1920).

(Du 13 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920;

Vu le décret du 18 août 1921, portant approbation de l'ouverture de crédits supplémentaires au Budget local des Etablissements français de l'Océanie (exercice 1920),

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 18 août 1921, portant approbation de l'ouverture de crédits supplémentaires au Budget local des Etablissements français de l'Océanie (exercice 1920).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

DÉCRET

(Du 18 août 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Est approuvé l'arrêté du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, en date du 12 mai 1921, portant ouverture au Budget local de la colonie, exercice 1920, de crédits supplémentaires s'élevant au total de 1.137.945 fr. et afférents aux chapitres ci-après du Budget :

Chapitre 1^{er}.

Art. 4, § 1^{er}. — Dépenses des exercices clos..... 7.275

Chapitre 2.

Art. 10, § ». — Dépenses des exercices clos..... 5.870

Chapitre 3.

Art. 9, § ». — Dépenses des exercices clos..... 4.915

Chapitre 4.

Art. 3, § 2. — Honoraires d'avocats... 2.600

Art. 4, § 1^{er}. — Administrateurs..... 47.445

Art. 11, § 1^{er}. — Gendarmerie coloniale. 83.750

Art. 13. — Dépenses des exercices clos. 230.400

364.195

Chapitre 5.

Art. 4, § 4. — Entretien et renouvellement du matériel de transport (réparations de la *Mouette*)..... 49.200

Art. 11, § ». — Dépenses des exercices clos..... 47.100

96.300

Chapitre 6.

Art. 3, § 6. — Indemnité de service à répartir..... 8.000

Art. 6. — Dépenses des exercices clos. 9.450

17.450

Chapitre 8.

Art. 11. — Dépenses des exercices clos..... 20.450

Chapitre 9.

Art. 11. — Dépenses des exercices clos..... 54.220

Chapitre 11.

Art. 10, § 1^{er}. — Instruction publique. 27.650

Art. 20. — Dépenses des exercices clos. 114.450

142.100

Chapitre 12.

Art. 6, § 5. — Léproserie d'Orofara... 69.100

Art. 20. — Dépenses des exercices clos. 13.870

82.970

Chapitre 13.

Art. 3. — Dépenses des exercices clos..... 4.000

Chapitre 14.

Art. 1^{er}, § 1^{er}. — Transport du personnel à l'intérieur de la colonie..... 800

§ 3. — Transport du personnel à l'extérieur de la colonie..... 138.900

Art. 5, § 2. — Subvention à l'hôpital.. 30.000

Art. 9. — Dépenses des exercices clos. 128.000

297.700

Chapitre 18.

Art. 2. — Dépenses des exercices clos..... 40.500

Au total..... 1.137.943

Article 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 août 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

A. SARRAUT.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 18 août 1921, concernant le supplément colonial accordé aux Officiers et Maîtres de port aux colonies.

(Du 13 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 18 août 1921, concernant le supplément colonial accordé aux Officiers et Maîtres de port aux colonies,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 18 août 1921, concernant le supplément colonial accordé aux Officiers et Maîtres de port aux colonies.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

DÉCRET

(Du 18 août 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'article 127 B de la loi de finances du 13 juillet 1911 ;

Vu le décret du 2 mars 1910, sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial, modifié par les décrets des 12 juin 1911, 16 octobre 1914, 15 juin 1918, 26 mai 1920 et 11 septembre 1920 ;

Vu le décret du 21 juin 1887, relatif aux agents spéciaux proposés à la police des ports de commerce aux colonies ;

Vu le décret du 25 mai 1917, portant réorganisation du personnel des ports et rades aux colonies, modifié par le décret du 10 septembre 1920 ;

Vu le décret du 26 mai 1920, fixant les conditions d'engagement des fonctionnaires ou agents destinés aux services coloniaux des travaux publics recrutés par contrats spéciaux ;

Vu les décrets des 27 juin et 26 novembre 1919 et du 29 février 1920, portant amélioration provisoire de la situation du personnel entretenu sur les budgets généraux, spéciaux ou locaux des colonies et pays de protectorat ;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les officiers et maîtres de port des colonies ont droit, en dehors du traitement d'Europe fixé par le décret du

10 septembre 1920, à un supplément colonial dont le taux est déterminé par l'article 4 du décret du 11 septembre 1920.

Art. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, notamment le n° 11 de l'article 3 du décret du 25 mai 1917.

Art. 3. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 18 août 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

A. SARRAUT.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 10 août 1921, fixant la quantité de vanille originaire des Etablissements français de l'Océanie à admettre en détaxe en France pendant la campagne 1921-1922.

(Du 13 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 10 août 1921, fixant la quantité de vanille, originaire des Etablissements français de l'Océanie, à admettre en détaxe en France pendant la campagne 1921-1922,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 10 août 1921, fixant la quantité de vanille originaire des Etablissements français de l'Océanie à admettre en détaxe en France pendant la campagne 1921-1922.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

DÉCRET

(Du 10 août 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre des finances ;

Vu l'article 3 de la loi du 11 janvier 1892, portant établissement du tarif général des douanes ;

Vu le décret du 30 juin 1892, portant détaxe de moitié des droits du tarif métropolitain pour certains produits originaires des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — La quantité de vanille originaire des Etablissements français de l'Océanie qui pourra être admise en France du 1^{er} juillet 1921 au 30 juin 1922, dans les conditions établies par le décret susvisé du 30 juin 1892, est fixée à 120.000 kilogr.

Art. 2. — Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 10 août 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République:

Le Ministre des colonies, *Le Ministre des finances,*
ALBERT SARRAUT. PAUL DOUMER.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 11 août 1921, portant révision des parités d'office des Magistrats coloniaux.

(Du 13 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920;

Vu le décret du 11 août 1921, portant révision des parités d'office des Magistrats coloniaux,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 11 août 1921, portant révision des parités d'office des Magistrats coloniaux.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

DÉCRET

(Du 11 août 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 1^{er} décembre 1858;

Vu l'article 24 de la loi du 18 avril 1831;

Vu le décret du 17 janvier 1863 et autres textes subséquents portant fixation des traitements et parités d'offices de la magistrature coloniale;

Vu l'article 116, paragraphe 11, du décret du 2 mars 1910; modifié par celui du 11 septembre 1920, sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial;

Vu le décret du 14 février 1921 et les articles 188 et 191 du décret du 16 février 1921, portant fixation des traitements des magistrats des colonies, y compris l'Indo-Chine;

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Garde des sceaux, Ministre de la justice, et après avis du Ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le décret du 14 février 1921 et l'article 188 du décret du 16 février 1921, portant fixation du traitement de présence des Magistrats coloniaux, y compris l'Indo-Chine, sont complétés, en ce qui concerne la fixation de la parité d'office pour servir de base à la liquidation des pensions, conformément au tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES EMPLOIS	TRAITEMENT	DÉSIGNATION DES OFFICES de la magistrature métropolitaine auxquels sont assimilés les emplois de la magistrature coloniale pour servir de base à la liquidation de la pension de retraite.	
		OFFICES	QUOTITÉ du traitement
Directeur de l'administration judiciaire de l'Indo-Chine.....	30.000 »	Premier président d'une cour de la métropole.	25.000 »
Premier président de cour d'appel. — Saïgon, Hanoï.....	25.000 »	idem.....	25.000 »
Procureur général. — Saïgon, Hanoï.....	25.000 »	Procureur général en France.....	25.000 »
Procureur général, chef du service judiciaire. — Afrique occidentale, Madagascar.....	22.000 »	Avocat général à Paris.....	19.000 »
Procureur général, chef du service judiciaire. — Martinique, Guadeloupe, Réunion, Afrique équatoriale, Nouvelle-Calédonie, Inde, Guyane.....	21.000 »	Conseiller à la cour d'appel de Paris.....	17.000 »
Président de cour d'appel. — Afrique occidentale, Madagascar.....	18.000 »	Président de chambre de cour d'appel en France.	16.000 »
Président de chambre. — Saïgon, Hanoï.....	18.000 »	Président de section au tribunal de la Seine..	15.000 »
Avocat général. — Saïgon, Hanoï.....	16.000 »	Conseiller en France.....	13.000 »
Président de cour d'appel. — Martinique, Guadeloupe, Réunion, Afrique équatoriale, Nouvelle-Calédonie, Inde, Guyane.....	16.000 »	Procureur d'un tribunal de 2 ^e classe en France.....	13.000 »
Vice-président de cour d'appel. — Afrique occidentale, Madagascar.....	15.000 »	Président ou procureur d'un tribunal de 2 ^e classe en France.	13.000 »
Avocat général. — Afrique occidentale, Madagascar.....	14.000 »	Conseiller de cour d'appel en France.....	13.000 »
Conseiller, substitut du procureur général, président et procureur d'un tribunal de 1 ^{re} classe. — Indo-Chine.....			
Conseiller. — Afrique occidentale, Madagascar.....			
Substitut du procureur général. — Afrique occidentale, Madagascar.....			
Procureur de la République, chef du service judiciaire. — Océanie.....			
Juge président et procureur de la République d'un tribunal de 2 ^e classe. — Indo-Chine.....			
Vice-président. — Saïgon, Indo-Chine.....			
Président du tribunal supérieur. — Papeete.....			
Conseiller et substitut du procureur général. — Martinique, Guadeloupe, Réunion, Afrique équatoriale, Nouvelle-Calédonie, Inde, Guyane.....			

DÉSIGNATION DES EMPLOIS	TRAITEMENT	DÉSIGNATION DES OFFICES de la magistrature métropolitaine auxquels sont assimilés les emplois de la magistrature coloniale pour servir de base à la liquidation de la pension de retraite.	QUOTITÉ du traitement
Président et procureur de la République. — Fort-de-France, Pointe-à-Pitre, Saint-Denis.	14.000 »	Président et procureur d'un tribunal de 2 ^e classe en France.	13.000 »
Juge-président et procureur de la République. — Dakar, Tananarive, Tamatave.			
Juge-président et procureur de la République d'un tribunal de 3 ^e classe. — Indo-Chine.			
Juge-d'instruction à Saïgon. — Indo-Chine.			
Procureur de la République, chef du service judiciaire. — Côte des Somalis. ...	13.000 »	Président ou procureur d'un tribunal de 3 ^e classe en France.	10.000 »
Président d'appel, chef du service judiciaire. — Saint-Pierre et Miquelon. ...			
Juge-président et procureur de la République. — Saint-Louis, Conakry, Grand-Bassam, Cotonou, Bamako, Lomé, Diégo-Suarez, Majunga, Nouméa, Pondichéry, Cayenne.			
Juge-président. — Brazzaville.			
Conseiller auditeur. — Madagascar.			
Juge au tribunal supérieur. — Papeete.	12.000 »	Président ou procureur d'un tribunal de 3 ^e classe en France.	10.000 »
Président et procureur de la République. — Basse-Terre, Saint-Pierre, ...			
Juge président. — Papeete.			
Juge président et procureur de la République. — Libreville, Bangui, Duala .			
Président d'appel. — Côte des Somalis.			
Juge président et procureur de la République. — Chandernagor, Karikal. — Maroni.			
Juge de paix à compétence étendue. — Afrique occidentale, Afrique équatoriale, Madagascar, Port-Villa, Indo-Chine.	11.000 »	Juge d'instruction d'un tribunal de 2 ^e classe en France.	9.000 »
Juge d'instruction. — Fort-de-France, Pointe-à-Pitre, Saint-Denis.			
Juge près d'un tribunal de 1 ^{re} classe. — Indo-Chine.			
Substitut du procureur de la République à Saïgon. — Indo-Chine.			
Juge d'instruction. — Basse-Terre, Saint-Pierre.			
Lieutenant de juge. — Dakar, Tananarive, Tamatave, Indo-Chine.			
Substitut du procureur de la République. — Dakar, Fort-de-France, Pointe-à-Pitre, Saint-Denis.	10.000 »	Juge d'un tribunal de 2 ^e classe en France..	8.000 »
Juge. — Fort-de-France, Pointe-à-Pitre, Saint-Denis.			
Conseiller auditeur. — Nouméa, Pondichéry, Cayenne.			
Juge président. — Djibouti, Saint-Pierre et Miquelon.			
Lieutenant de juge. — Duala, Nouméa, Cayenne, Papeete, Saint-Louis, Conakry, Grand-Bassam, Cotonou, Bamako, Diégo-Suarez, Majunga.	9.000 »	Juge d'un tribunal de 3 ^e classe en France..	7.000 »
Substitut du procureur de la République. — Nouméa, Papeete.			
Juge. — Basse-Terre, Saint-Pierre.			
Lieutenant de juge et substitut. — Pondichéry.	8.000 »		
Juge suppléant. — Afrique occidentale, Afrique équatoriale, Madagascar, Martinique, Guadeloupe, Réunion, Guyane, Indo-Chine.	7.000 »	Juge suppléant en France....	6.000 »
Lieutenant de juge. — Karikal.			
Juge de paix à compétence étendue. — Mahé, Yanaon.	6.000 »	Juge de paix de 4 ^e classe en France... ..	5.000 »
Juge suppléant. — Pondichéry, Chandernagor.			
Attaché au parquet. — Madagascar, Indo-Chine.			
Juge de paix. — Saïgon.	de 10.000 » à 16.000 » par échelon.	Juge de paix de 1 ^{re} classe en France.	9.000 »
Juge de paix à compétence étendue. — Marie-Galante, Saint-Barthélémy, Saint-Martin.	8.500 »	Juge de paix de 2 ^e classe en France.	7.000 »
Juge de paix. — Pointe-à-Pitre, Fort-de-France, Saint-Denis.			
Juge de paix à compétence étendue. — Canala, Bourail.	8.000 »		
Juge de paix. — Nouméa, Cayenne.			
Juge de paix. — Basse-Terre, Saint-Pierre.	7.500 »	Juge de paix de 3 ^e classe en France.	6.000 »
Juge de paix. — Pondichéry.	7.500 »		
Réunion : Saint-André, Saint-Louis, Saint-Paul. Guadeloupe : Capesterre, Pointe-Noire, Lamentin, Port-Louis, Moule, Saint-François.	6.000 »		
Martinique : Lamentin, Saint-Espirit, Diamant, Basse-Pointe, Mariu, Trinité, Carbet.			
Guyane : Mana-Sinnamary.		Juge de paix de 4 ^e classe en France.	5.000 »
Inde : Karikal.			
Suppléant du Juge de paix. — Pondichéry.	5.000 »		

Art. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 3. — Le Ministre des colonies et le Garde des sceaux, Ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 11 août 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

A. SARRAUT.

Le Ministre de l'hygiène, de l'assurance
et de la prévoyance sociales,
Ministre de la justice par intérim,

G. LEREDU.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 6 août 1921, relatif à l'organisation générale du personnel dans les Trésoreries générales.

(Du 15 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920;

Vu le décret du 6 août 1921, relatif à l'organisation générale du personnel dans les Trésoreries générales,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 6 août 1921, relatif à l'organisation générale du personnel dans les Trésoreries générales.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 15 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 6 août 1921.

Monsieur le Président.

Le personnel financier des colonies est actuellement soumis à des régimes différents.

Alors que les agents des trésoreries de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale française sont pourvus d'un statut et bénéficient, par suite, des avantages accordés aux autres fonctionnaires coloniaux, les agents des autres trésoreries, sauf celle de Madagascar où existe un recrutement spécial, sont choisis par les trésoriers, sans intervention de l'administration, et rétribués par ces comptables supérieurs, qui ne sont soumis, à cet égard, à aucune règle, à l'aide d'un fonds d'abonnement alloué par chaque colonie. Il en résulte que la situation de ce personnel, toujours à la merci d'un changement de trésorier, ne présente ni stabilité pour le service, ni possibilité d'avancement normal, ni garanties d'avenir pour les agents.

Les administrations centrales des finances et des colonies se

sont depuis longtemps préoccupées de stabiliser ce personnel méritant et de lui donner, avec la sécurité, les avantages de toute nature qu'il est en droit d'attendre.

Une commission, instituée en 1914, avait jeté les bases de cette réforme, mais la guerre, en interrompant ses travaux, a retardé de plusieurs années la réalisation des projets soumis à ses délibérations.

Dès qu'il a été possible, nous avons constitué, une seconde commission chargée de reprendre l'étude de la question, car il devenait évident que tout ajournement nouveau était de nature à compromettre le fonctionnement des services financiers de nos possessions d'outre-mer.

Cette commission a, tout d'abord, estimé qu'il importait de donner à des agents, dont les fonctions sont similaires, quelle que soit la colonie où elles s'exercent, un statut définitif fixant, pour toutes les colonies, les règles fondamentales de recrutement, d'avancement, etc., applicables aux fonctionnaires.

Pour le surplus, elle a pensé qu'il convenait de laisser aux colonies le soin de fixer elles-mêmes les charges qu'elles doivent supporter, ainsi que le législateur en a lui-même décidé, et, dans cette intention, elle a proposé que des arrêtés interministériels subséquents, pris sur la proposition des Gouverneurs, déterminent le montant des traitements du personnel ainsi que celui des diverses indemnités attachées à certaines fonctions spéciales.

Suivant, d'autre part, la voie tracée par des décrets récents, elle s'est efforcée, lorsque le pouvoir central pouvait sans inconvénient abandonner ses prérogatives, de conférer aux Chefs des colonies des pouvoirs étendus sur un personnel qui, bien que dépendant en partie de l'administration des finances, ne peut évidemment qu'être soumis à l'autorité et à la direction des Gouverneurs.

Tel est l'esprit qui a présidé aux travaux de la commission, lesquels ont abouti à l'élaboration d'un projet de décret et d'un commentaire destiné à en assurer l'uniformité d'interprétation.

Nous ne nous dissimulons pas que la création des nouveaux cadres aura pour effet d'entraîner dans certaines colonies une augmentation des charges actuelles, mais nous sommes d'accord pour reconnaître que la gestion des finances publiques et la parfaite exécution des budgets imposent le léger sacrifice demandé à nos possessions dont la prospérité financière se ressentira, sans aucun doute, de l'ordre des choses qui va être instauré.

C'est dans l'espoir d'obtenir, en même temps, une amélioration indispensable de la situation d'un personnel digne du plus grand intérêt et d'assurer le fonctionnement régulier des services du Trésor aux colonies que nous avons l'honneur de soumettre le projet de décret ci-joint à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'assurance de notre profond respect.

Le Ministre des finances,

PAUL DOUMER.

Le Ministre des colonies,

A. SARRAUT.

DÉCRET

(Du 6 août 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu l'article 127 b de la loi de finances du 13 juillet 1911;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde

et les accessoires de solde du personnel colonial et tous actes modificatifs subséquents, notamment les décrets du 11 septembre 1920; ensemble le décret du 3 juillet 1897 sur les indemnités de déplacements et sur les passages du personnel colonial et tous actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 8 janvier 1897, portant organisation du service de la trésorerie de Madagascar et les décrets modificatifs des 27 juillet 1898 et 12 décembre 1920;

Vu le décret du 16 janvier 1902, portant organisation du personnel des trésoreries d'Algérie et les décrets modificatifs subséquents;

Vu le décret du 14 juillet 1904, relatif à la réorganisation du service de la trésorerie de l'Indo-Chine et les décrets modificatifs des 11 novembre 1905, 11 novembre 1910, 11 décembre 1913 et 15 mai 1918;

Vu le décret du 29 décembre 1909, fixant la solde et les accessoires de solde du trésorier-payeur de la côte française des Somalis, modifié par le décret du 12 décembre 1920;

Vu le décret du 31 décembre 1911, portant organisation du personnel des trésoreries de l'Afrique occidentale française et les décrets modificatifs des 3 mars 1913, 25 août 1915, 22 avril 1916, 9 juillet 1919 et 12 janvier 1921;

Vu le décret du 31 décembre 1913, portant fixation de la solde et des accessoires de solde des trésoriers-payeurs et trésoriers particuliers des anciennes colonies, modifié par le décret du 12 décembre 1920,

DÉCRÈTE :

TITRE 1^{er}

Organisation générale.

Article 1^{er}. — Le personnel de trésorerie, appelé à servir dans les colonies sous la direction des Trésoriers, pour y être employé, soit dans les bureaux, soit dans les postes et places, est organisé distinctement par groupe de colonies ou par colonie suivant qu'il dépend ou non d'un Gouvernement général.

Ces organisations locales comprennent : des payeurs, des commis principaux et des commis dont la carrière doit se poursuivre, en principe, dans la même colonie ou dans le même groupe de colonies.

Art. 2. — La hiérarchie des agents est fixée comme suit :

Payeurs de 1^{re} classe.
Payeurs de 2^e classe.
Payeurs de 3^e classe.
Commis principaux hors classe.
Commis principaux de 1^{re} classe.
Commis principaux de 2^e classe.
Commis principaux de 3^e classe.
Commis principaux de 4^e classe.
Commis de 1^{re} classe.
Commis de 2^e classe.
Commis de 3^e classe.
Commis de 4^e classe.

Art. 3. — Des arrêtés interministériels (finances et colonies), pris, selon le cas, sur la proposition des Gouverneurs généraux ou des Gouverneurs, après avis des comptables supérieurs, déterminent le nombre d'agents entrant dans chacune des organisations et fixent respectivement, et sans indication de classe, d'une part, le nombre des payeurs et, d'autre part, celui des commis, sans distinction entre les commis principaux et les commis.

Pour les colonies à Gouvernement général, ces arrêtés établis-

sent toutefois, dans chaque grade, la proportion des agents des différentes classes.

Les arrêtés interministériels d'organisation fixent, s'il y a lieu, pour certaines colonies, la classe la plus élevée à laquelle les payeurs peuvent prétendre dans la colonie, sans pouvoir la dépasser autrement que par leur notification dans une autre colonie dont l'organisation comporte des payeurs de classes plus élevées.

Ces arrêtés peuvent aussi comprendre des dispositions spéciales, en harmonie avec le présent décret, que la situation de chaque organisation rendrait nécessaires.

Art. 4. — La solde de présence des agents est fixée, sur la proposition des Chefs des colonies, par les arrêtés interministériels prévus au précédent article.

Les agents ont droit, en outre, au supplément colonial prévu par le règlement général sur la solde du personnel colonial, ainsi qu'aux allocations de toute nature, passages, indemnités diverses et, en général, à tous les avantages concédés au personnel local.

Le classement au point de vue des indemnités de route et de séjour, des passages et du traitement dans les hôpitaux, est établi comme suit :

Payeurs de 1^{re} classe. — 1^{re} catégorie B.

Payeurs de 2^e et 3^e classe et commis principaux. — 2^e catégorie.
Commis. — 3^e catégorie.

Les payeurs de 2^e classe et 3^e classe, et les commis principaux hors classe, bien que compris dans la 2^e catégorie, voyagent en 1^{re} classe à bord des paquebots. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux avantages accordés aux officiers supérieurs et fonctionnaires assimilés.

Art. 5. — Les nominations au grade de payeur sont faites par le Ministre des finances, après avis du Ministre des colonies; les avancements sont prononcés par arrêtés des Gouverneurs généraux ou Gouverneurs.

Art. 6. — Les commis principaux et les commis sont nommés et avancés par arrêtés des Gouverneurs généraux ou Gouverneurs.

Art. 7. — Dans les groupes de colonies, la répartition des agents entre les colonies est faite par arrêté du Gouverneur général, après avis du comptable supérieur du groupe.

L'affectation du personnel aux bureaux, aux places et postes à pourvoir, est laissée au soin du Gouverneur général ou du Gouverneur, suivant qu'il s'agit d'agents désignés pour le Gouvernement général ou pour une des colonies du groupe; les arrêtés pris, à cet effet, doivent être rendus, suivant le cas, après proposition du Trésorier-payeur.

Dans les colonies non groupées, cette affectation appartient au Gouverneur, après proposition du Trésorier.

Art. 8. — Les fondés de pouvoirs sont choisis par les Trésoriers sur la liste d'aptitude arrêtée, au début de chaque année, par le Ministre des finances, dans les conditions fixées à l'article 24 ci-après.

Les chefs de comptabilité sont choisis, également par les Trésoriers, parmi les payeurs, ou, à défaut, les commis principaux; les caissiers parmi les commis principaux ou les commis.

Les diverses fonctions de comptables (préposés du Trésor, percepteurs, payeurs de places), sont attribuées à des payeurs ou, à défaut, à des agents de grade inférieur dont les aptitudes ont été reconnues.

Les Trésoriers intérimaires sont choisis, par les Gouverneurs généraux ou les Gouverneurs, parmi les fondés de pouvoirs ou,

à défaut, les payeurs, et autant que possible dans la colonie dont la trésorerie est vacante.

Art. 9. — Les indemnités de fonctions des fondés de pouvoirs, des chefs de comptabilité et des caissiers sont fixées pour chaque colonie par les arrêtés interministériels prévus à l'article 3. Les indemnités de frais de bureau, et, le cas échéant, de responsabilité des agents affectés à la direction des places sont fixées par arrêté du Chef de la colonie ou du groupe, après proposition du Trésorier ou du Trésorier général.

Des indemnités spéciales peuvent être accordées exceptionnellement aux payeurs désignés pour servir dans les bureaux de la trésorerie, lorsque cette désignation les prive de l'avantage du logement dont ils auraient pu bénéficier dans les payeries ou perceptions qu'ils seraient en droit de solliciter.

Lorsque le Trésorier est absent de la colonie et se trouve dans une position ne lui donnant pas droit à la solde coloniale intégrale, le fondé de pouvoirs appelé à le remplacer a droit, indépendamment de l'indemnité de fonctions prévue par l'arrêté interministériel à une indemnité égale à la moitié du supplément colonial du comptable supérieur.

Art. 10. — Indépendamment du personnel organisé, il peut être employé des agents du personnel métropolitain attaché aux trésoreries générales, aux recettes des finances et aux perceptions et des agents du personnel organisé de la trésorerie d'Algérie.

Ces agents sont détachés dans le personnel local avec un emploi et une classe déterminée par des tableaux fixés par arrêté interministériel (finances et colonies) et dressés d'après les bases suivantes :

Pour la trésorerie d'Algérie, dont la hiérarchie comporte des échelons analogues à ceux du personnel des trésoreries coloniales, correspondance des échelons en partant de la 5^e classe des commis de la trésorerie d'Algérie, assimilée à la 3^e classe des commis des trésoreries coloniales.

Pour les autres corps, l'échelon inférieur de chacun d'eux sera considéré comme assimilé au dernier échelon de la hiérarchie des trésoreries coloniales et la correspondance des autres échelons sera déterminée en tenant compte de la durée maxima de temps exigée, de part et d'autre, pour passer d'un grade ou d'une classe à l'autre dans chaque hiérarchie.

Les agents financiers d'une colonie peuvent également être détachés dans une autre colonie.

La proportion des nominations prévues aux précédents paragraphes ne peut dépasser le tiers des vacances respectives se produisant dans les emplois, soit de payeurs, soit de commis principaux, soit de commis.

Les agents détachés continuent à recevoir dans leur corps d'origine des avancements pour ordre, participent aux avancements dans les trésoreries coloniales aux mêmes conditions que le personnel organisé et bénéficient des mêmes traitements et indemnités.

Art. 11. — Exceptionnellement, il peut être employé dans les services du Trésor, suivant les besoins, des fonctionnaires d'autres services. Ces fonctionnaires continuent à appartenir à leurs corps d'origine, où ils concourent pour l'avancement et conservent leurs droits à la retraite, subissant les retenues ou effectuant les versements prévus par leur statut particulier. Leur détachement au service du Trésor est prononcé par les Gouverneurs généraux ou les Gouverneurs, après proposition des Trésoriers, et l'arrêté, pris à cet effet, détermine la rétribution qui leur est accordée.

Art. 12. — Il peut aussi être employé des auxiliaires, hommes

et femmes, qui sont engagés par les Trésoriers et rétribués par eux dans la limite de l'allocation spéciale qui peut leur être attribuée pour cet objet.

Le salaire minimum des auxiliaires est fixé par les Gouverneurs généraux ou les Gouverneurs, suivant qu'ils sont employés au service d'un Gouvernement général ou à celui d'une colonie.

Le salaire de cette catégorie d'agents n'est pas soumis à retenue et ne confère pas de droit à la retraite.

Des corps spéciaux d'expéditionnaires indigènes peuvent d'ailleurs être organisés, à la demande des comptables supérieurs, dans certaines colonies ou groupe de colonies, par arrêtés des Gouverneurs généraux ou des Gouverneurs.

TITRE II

Recrutement. — Permutations. — Mutations. — Nominations exceptionnelles.

Art. 13. — Nul ne peut être admis dans le personnel de la trésorerie d'une colonie ou d'un groupe de colonies s'il n'a subi avec succès les épreuves du concours ouvert par le Chef de cette colonie ou de ce groupe.

Le Chef de la colonie ou du groupe de colonies fixe, au moins six mois à l'avance, par arrêté, la date du concours et le nombre des admissions possibles ; ce nombre est basé sur le chiffre des vacances existantes et de celles à prévoir dans le délai d'une année.

Il se conforme, pour les conditions des épreuves et le choix des sujets, au programme général fixé par arrêté interministériel (finances et colonies).

Le concours a lieu au chef-lieu de la colonie ou, dans les groupes de colonies, tant au siège du Gouvernement général qu'au chef-lieu de chaque colonie du groupe.

Le concours sera également ouvert dans la Métropole lorsqu'il n'y aura pas, dans la colonie ou dans le groupe de colonies, les éléments nécessaires au recrutement local.

Les compositions sont centralisées, pour y être corrigées, dans la colonie ou au siège du Gouvernement général dans les groupes de colonies.

Art. 14. — Les candidats à l'emploi de commis doivent justifier de la qualité de Français, être âgés de plus de vingt-deux ans et de moins de trente ans au 1^{er} janvier de l'année du concours, produire un certificat de bonne vie et mœurs et un extrait de leur casier judiciaire, et enfin avoir satisfait aux obligations imposées par la loi de recrutement de l'armée. La limite de trente ans est reculée d'une durée égale au temps de service actif passé sous les drapeaux.

Pour être admis à participer au concours, les candidats doivent passer une visite médicale auprès d'un docteur assermenté de l'Administration, afin d'être déclarés exempts de maladies contagieuses et aptes à servir aux colonies.

La liste des candidats est arrêtée, un mois avant la date fixée pour le commencement des épreuves, dans les colonies par les Gouverneurs généraux ou les Gouverneurs, dans la Métropole par le Ministre des colonies.

Art. 15. — La commission d'examen, nommée par arrêté du Gouverneur général ou du Gouverneur, est ainsi composée :

1^o Le Chef de la colonie ou du groupe de colonies ou un fonctionnaire désigné par lui, président avec voix prépondérante en cas de partage.

2^o Le directeur ou le chef du bureau des finances.

3^o Le contrôleur financier, s'il existe dans la colonie ou le groupe de colonies.

4° Le Trésorier général ou le Trésorier ou, en cas d'absence, leur remplaçant.

5° Le plus ancien des payeurs ou, à défaut, des commis principaux ou des commis, résidant au lieu où se réunit la commission.

Un fonctionnaire désigné par le Chef de la colonie ou du groupe de colonies, est adjoint à la commission pour remplir les fonctions de secrétaire, sans voix délibérative.

Art. 16. — Les candidats sont nommés aux postes vacants dans l'ordre du classement arrêté par la commission d'examen et jusqu'à épuisement de la liste d'admission.

Les candidats classés et sous les drapeaux au moment où arrive leur tour de nomination ne peuvent être nommés qu'après leur renvoi dans leurs foyers par l'autorité militaire.

Ces agents ont droit à un rappel d'ancienneté pour services militaires dans les conditions prévues par les lois en vigueur.

Les candidats nommés commis font un stage d'une année à l'expiration duquel ils sont définitivement admis, lorsque leurs services ont donné lieu à un rapport favorable du Trésorier au Chef de la colonie.

Une seconde année de stage peut leur être imposée, le cas échéant, par arrêté du Chef de la colonie, sur proposition du Trésorier.

En cas d'inaptitude reconnue par le Trésorier, leur licenciement est prononcé par arrêté du Chef de la colonie.

Art. 17. — Des permutations peuvent avoir lieu avec des agents du service de trésorerie appartenant aux organisations d'autres colonies ou groupes de colonies ou à celles similaires de la Métropole et de l'Algérie. Elles ne sont admises qu'entre agents dont l'équivalence de grade résulte des tableaux fixés par l'arrêté interministériel prévu à l'article 10 du présent décret.

Le permutationnaire prend rang dans son nouveau service, à son grade et à sa classe, du jour de son installation.

Art. 18. — Dans les colonies où l'organisation ne comporte pas toutes les classes de payeurs de la hiérarchie, les payeurs et commis dont l'avancement se trouve limité peuvent, sur leur demande, être nommés dans une autre colonie ou groupe de colonies. Ils y sont admis avec leur grade et leur ancienneté.

Les mutations de payeurs sont prononcées des nominations exceptionnelles déjà prévu à l'article 10 pour les agents en service détaché.

Les mutations de payeurs sont prononcées par le Ministre des finances, après avis du Ministre des colonies.

Art. 19. — Lorsque dans le personnel d'une colonie il n'existe pas d'agent remplissant les conditions pour être nommé fondé de pouvoirs, il peut y être pourvu par la désignation d'un agent d'une autre colonie ou d'un groupe de colonies. L'agent désigné et consentant, passant dans la nouvelle colonie, y est rangé avec son ancienneté, son grade et sa classe.

Ces nominations rentrent également dans le tiers de celles prévues à l'article 10.

Le choix des fondés de pouvoir est notifié au Directeur de la comptabilité publique qui peut, d'autre part, autoriser les trésoreries importantes à comprendre un second fondé de pouvoirs.

TITRE III

Avancement.

Art. 20. — Toute nomination à un emploi a lieu à la dernière classe de cet emploi, sauf les exceptions prévues aux articles 35 et 36 du présent décret.

Art. 21. — L'avancement dans le personnel des trésoreries a

lieu, suivant le cas, par colonie, ou sur l'ensemble des colonies formant un groupe, dans les conditions suivantes :

Au choix exclusivement pour les promotions ou avancements de payeurs ;

Au choix et à l'ancienneté pour les nominations au grade de commis principal et pour les avancements de classe des commis principaux et commis, la proportion du choix ne pouvant dépasser la moitié.

Nul commis principal ne peut être promu à l'emploi de payeur s'il ne compte au moins trois ans de services, à compter de sa nomination à la 2^e classe des commis principaux ; nul commis ne peut être promu à l'emploi de commis principal s'il ne compte au moins deux ans de service à la 1^{re} classe de son emploi.

Toutefois, les inscriptions au tableau d'avancement pour l'emploi de payeur de la dernière classe, et les nominations à cet emploi, peuvent porter sur l'ensemble des commis principaux hors classe et sur ceux de 1^{re} et de 2^e classe.

L'avancement a lieu d'une classe à la classe immédiatement supérieure.

Le temps minimum exigé dans chaque classe est de dix-huit mois pour les commis et de deux ans pour les commis principaux et les payeurs.

Nul agent ne peut être promu à la classe supérieure s'il n'a accompli, dans la classe à laquelle il appartient, neuf mois au moins de service effectif dans la colonie pour les commis principaux et les commis, et douze mois pour les payeurs.

Art. 22. — Aucun agent ne peut recevoir un avancement s'il n'est porté à un tableau dressé chaque année, dans le courant du mois de décembre, par une commission de classement comprenant :

1° Le Gouverneur général ou le Gouverneur ou leur délégué, président avec voix prépondérante en cas de partage ;

2° Le directeur ou le chef du bureau des finances ;

3° Le contrôleur financier s'il existe dans la colonie ou le groupe des colonies ;

4° Le Trésorier ou, en cas d'absence, son remplaçant ;

5° Le plus ancien des payeurs (ou, à défaut de payeur, le plus ancien des commis principaux) présent au lieu où se réunit la commission.

Un fonctionnaire désigné par le Gouverneur général ou le Gouverneur, est adjoint à la commission pour remplir les fonctions de secrétaire, sans voix délibérative.

Le remplaçant du Trésorier et le payeur ou commis principal ne prennent pas part à la délibération, lorsqu'il s'agit de l'examen des titres des agents d'un rang supérieur ou même égal au leur.

Dans les groupes de colonies, la commission comprend le Trésorier général et l'un des Trésoriers du groupe désigné par le Gouverneur général ou deux Trésoriers du groupe désignés dans les mêmes conditions.

Art. 23. — Les Trésoriers adressent au mois d'octobre de chaque année, aux Gouverneurs généraux ou aux Gouverneurs, selon le cas, les notes des agents et leurs propositions d'avancement destinées à être soumises aux délibérations de la commission. Des arrêtés des Gouverneurs généraux ou des Gouverneurs auront, au préalable, déterminé, d'après les besoins présumés du service pour l'année suivante, le nombre des inscriptions pouvant être faites dans chaque grade ou classe.

Les inscriptions sont décidées à la majorité des voix.

La commission détermine l'ordre de classement au tableau. Celui-ci est aussitôt porté à la connaissance du personnel, com-

me aussi les nominations et promotions, par insertion aux journaux officiels locaux et notifié aux Ministres des finances et des colonies.

Les notes et propositions du Trésorier, concernant les agents à la nomination du Ministre des finances sont, en outre, adressées en double expédition au Ministre des colonies qui transmet un exemplaire de chacune d'elles au Ministre des finances.

Art. 24. — Les Trésoriers présentent, également à la même époque, au Chef de chaque colonie, le nom des payeurs susceptibles de remplir les fonctions de fondés de pouvoir. Ces propositions sont soumises à l'examen des commissions de classement et adressées par le Chef de chaque colonie au Ministre des colonies qui les transmet, avec son avis, au Ministre des finances.

Par dérogation au précédent paragraphe, et à titre exceptionnel, lorsque les nécessités du service l'exigent dans certaines colonies, des commis principaux de 1^{re} et de 2^{me} classe peuvent être inscrits sur la liste des candidats aux fonctions de fondé de pouvoir.

La liste définitive, arrêtée par le Ministre des finances, est établie par grades et classes correspondant à la hiérarchie.

Cette liste est publiée au *Journal officiel* de la République française.

Art. 25. — Des postes de Trésoriers-payeurs et de Trésoriers particuliers peuvent être attribués à des payeurs ayant rempli les fonctions de fondé de pouvoir pendant au moins cinq ans, pouvant justifier de dix ans de services dans les colonies et dont les qualités professionnelles seront jugées suffisantes.

Toutefois, le nombre de ces nominations ne peut excéder le quart du nombre total des postes de Trésoriers généraux, de Trésoriers-payeurs et de Trésoriers particuliers.

Ces attributions n'entrent pas en ligne de compte dans le calcul des contingents respectifs des Ministres des finances et des colonies, prévu par le paragraphe 3 de l'article 111 du décret du 30 décembre 1912, dont les dispositions, pour le surplus, restent en vigueur.

Art. 26. — Les agents placés en disponibilité, quel qu'en soit le motif, ou suspendus de leurs fonctions ne peuvent bénéficier d'aucun avancement tant qu'ils restent dans ces positions.

Art. 27. — Les agents des trésoreries coloniales, lorsqu'ils ont été admis à la retraite, peuvent obtenir, par décision du Ministre des finances, sur la proposition de leurs chefs hiérarchiques, des Gouverneurs généraux ou des Gouverneurs et après avis favorable des commissions de classement, l'honorariat de leur grade, ou celui du grade supérieur, sans toutefois pouvoir dépasser celui de payeur.

TITRE IV

Mesures disciplinaires.

Art. 28. — Les mesures disciplinaires, applicables au personnel, comportent les peines suivantes :

- 1° Blâme avec inscription au dossier ;
- 2° Déplacement disciplinaire ;
- 3° Retenue de la solde de présence n'excédant pas la moitié du traitement de deux mois ;
- 4° Radiation du tableau d'avancement ou exclusion de ce tableau pendant une durée à déterminer ;
- 5° Rétrogradation ;
- 6° Mise en disponibilité d'office ;
- 7° Révocation.

Les peines du premier au quatrième degré inclus sont décidées par les Gouverneurs généraux ou les Gouverneurs à la demande des Trésoriers et après avis de la commission de discipline ; il en est rendu compte aux Ministres des finances et des colonies.

Les peines des trois derniers degrés sont prononcées, dans les mêmes conditions, par l'autorité qui a droit de nomination.

Le fonctionnaire rétrogradé prend rang, dans son nouvel emploi, du jour de la décision et ne peut être proposé pour l'avancement qu'après avoir effectué, dans cet emploi, le temps minimum exigé pour être élevé au grade ou à la classe supérieure, sans qu'il puisse être tenu compte du temps qu'il y aurait antérieurement passé.

Par dérogation à l'article 113 du décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial, les Trésoriers ont, en cas de faute grave d'un agent et à charge d'en rendre compte sans délai au Chef de la colonie, le droit de le suspendre de ses fonctions en attendant qu'une mesure définitive soit prise à son égard.

Celle-ci doit intervenir dans un délai maximum de trois mois, s'il s'agit d'une peine des 1^{er} au 4^e degré, et dans un délai de six mois, pour les peines des trois derniers degrés.

Art. 29. — Aucune peine disciplinaire ne peut être prononcée qu'après avis préalable de la commission permanente, dite de discipline, composée comme suit :

- 1° Le Gouverneur général ou le Gouverneur ou leur délégué, président avec voix prépondérante en cas de partage ;
- 2° Le directeur ou le chef du bureau des finances ;
- 3° Le contrôleur financier, s'il existe dans la colonie ou le groupe de colonies ;
- 4° Le Trésorier général ou le Trésorier ou, en cas d'absence, leur remplaçant ;
- 5° Un délégué du personnel des trésoreries, désigné par voie d'élection.

Un fonctionnaire désigné par le Gouverneur général ou le Gouverneur est adjoint à la commission pour remplir les fonctions de secrétaire, sans voix délibérative.

Les délégués du personnel devant être d'un grade au moins égal à celui de l'inculpé, les agents de chaque grade font choix, à l'avance, du délégué chargé de les représenter.

Le délégué appelé à siéger à la commission est convoqué à l'occasion de chaque affaire.

En cas d'impossibilité, le Gouverneur général ou le Gouverneur choisit, dans le personnel de la trésorerie, un ou plusieurs agents remplissant les conditions ci-dessus, ou, à défaut, un fonctionnaire d'un autre service ayant, par assimilation, un grade au moins égal à celui de l'inculpé.

Si l'agent en cause se trouve en France au moment où l'enquête est décidée, il est appelé à comparaître devant une commission nommée par les Ministres des finances et des colonies ; toutefois, s'il en fait la demande dans un délai de quinze jours, le Ministre des colonies peut décider son renvoi devant la commission siégeant dans la colonie.

Aucune peine ne peut être prononcée sans que l'agent intéressé ait été mis à même de prendre connaissance de son dossier et des pièces relatives à l'inculpation. L'agent présente sa défense personnellement ou par mandataire, soit oralement, soit dans un mémoire qui accompagne le rapport du Chef de la colonie à la commission de discipline.

Les agents en service détaché restent soumis au statut de leur corps d'origine et les peines disciplinaires qu'ils peuvent encourir sont prononcées dans les conditions fixées par ce statut. Les fautes des agents peuvent, d'ailleurs, dans tous les cas, entraîner la remise de ceux-ci à la disposition de leur administration ou de leur service d'origine, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la procédure disciplinaire.

TITRE V

Retraites.

Art. 30. — Le régime normal des retraites pour le personnel des trésoreries coloniales est celui de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Art. 31. — Toutefois, dans les colonies ou groupes de colonies, où il existe une caisse locale de retraites, les agents de ce personnel ont la faculté d'être admis, sur leur demande adressée au Chef de la colonie, au bénéfice de ce régime, s'ils réunissent par ailleurs les conditions nécessaires pour pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté à l'âge fixé par l'article 34 pour la mise à la retraite.

Dans sa demande, chaque agent doit spécifier nettement qu'il a connaissance de la réglementation de la caisse et des conséquences que son assujettissement à cet organisme peut entraîner, le cas échéant, lors de son passage dans le personnel d'une autre colonie, ou éventuellement lors de son accession au grade de Trésorier, tributaire de la loi du 9 juin 1853.

Il doit attester notamment avoir connaissance que les services rendus sous le régime d'une caisse locale ne sont pas admis, ou ne sont admis parfois qu'en partie, dans une autre caisse locale; que pour l'attribution d'une pension sur le Trésor public, ces mêmes services sont admissibles pour l'établissement du droit à pension, dans les conditions de l'article 32 de la loi du 30 décembre 1913, mais n'entrent pas en compte pour la liquidation de cette pension, les retenues faites au titre de la caisse locale restant définitivement acquises à celle-ci.

Art. 32. — Lorsque l'agent soumis au régime de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse passe au régime de la loi du 9 juin 1853, les services antérieurs rendus après l'âge de vingt ans, sont admissibles pour l'établissement du droit à pension sur le Trésor public dans les conditions de l'article 32 de la loi du 30 décembre 1913, mais la retraite n'est liquidée que pour le temps pendant lequel l'agent a subi les retenues réglementaires pour les pensions civiles de l'Etat. Par contre, l'agent bénéficie, au titre de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, et dans les conditions fixées par le règlement de cette caisse, de la rente correspondant aux versements faits à son nom durant son assujettissement à ladite caisse.

Art. 33. — Sous le régime normal de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, chaque agent est tenu de verser trimestriellement à ladite caisse une somme égale à 5 p. 100 de la totalité de ses émoluments.

S'il est marié, la moitié de la retenue est versée en son nom, la seconde moitié au nom de sa femme.

Le partage cesse en cas de divorce ou de séparation de corps ou de biens.

La colonie ou le groupe de colonies verse trimestriellement au nom de chaque agent, et au profit exclusif de celui-ci, une somme égale à cette retenue de 5 p. 100. Les rentes provenant des sommes représentant la part contributive des colonies sont incessibles et insaisissables.

Lorsque, dans le but de bonifier sa retraite, l'agent s'impose une retenue supérieure à 5 p. 100 de ses émoluments, le versement effectué par la colonie ou le groupe de colonies reste néanmoins limité à 5 p. 100.

L'agent peut, à son choix, effectuer ses versements personnels à capital aliéné ou à capital réservé. Les versements des colonies ou groupes de colonies sont toujours effectués à capital aliéné.

L'entrée en jouissance de la rente viagère de l'agent est fixée

à cinquante-cinq ans ou différée d'année en année, s'il est maintenu en fonctions.

En ce qui concerne la femme, la rente est liquidée à cinquante ans ou à une date aussi voisine que possible de celle de l'entrée en jouissance de la rente du mari.

Dans le cas d'infirmités prématurées, régulièrement constatées, la pension peut être liquidée par anticipation dans les conditions fixées par le règlement de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Art. 34. — La mise à la retraite des agents du personnel des trésoreries est prononcée à l'âge de cinquante-cinq ans.

Toutefois, sur la demande des Trésoriers et après autorisation du Ministre des finances, donnée sur proposition des Gouverneurs généraux ou des Gouverneurs et avis favorable du Ministre des colonies, les payeurs et commis principaux exerçant les fonctions de fondés de pouvoirs, ainsi que les agents de toutes catégories exerçant celles de préposés du Trésor, peuvent être maintenus en service exceptionnellement pendant une durée qui ne pourra dépasser trois ans.

TITRE VI

Dispositions transitoires.

Art. 35. — Les agents du personnel métropolitain attaché aux trésoreries générales et aux recettes des finances et les agents de la trésorerie d'Algérie, actuellement détachés dans les colonies, qui demanderont dans les six mois, à partir de la mise en vigueur du présent décret, à être admis définitivement dans le personnel des services financiers coloniaux, seront classés suivant la correspondance d'emploi déterminée par l'arrêté interministériel prévu à l'article 10 et devront, immédiatement après, adresser leur démission à leur service d'origine.

Les agents des mêmes catégories, qui n'auront pas usé de cette faculté pourront être maintenus en service dans la colonie en qualité d'agents détachés, dans les conditions spécifiées au même article.

Art. 36. — Par dérogation à l'article 13, et en vue de la constitution immédiate des organisations nouvelles, les agents en fonctions dans les trésoreries dont le personnel est actuellement payé sur fonds d'abonnements, pourront être incorporés dans le nouveau personnel aux conditions suivantes.

Dès que sera paru, pour chaque colonie ou groupe de colonies, l'arrêté interministériel de constitution des organisations prévues à l'article 3, le Chef de la colonie ou du groupe de colonies réunira la commission de classement en vue des propositions à faire concernant les grades et classes à attribuer aux agents dont il s'agit.

Cet examen aura lieu en tenant compte de la valeur professionnelle des agents et du temps passé au service des trésoreries coloniales, tant dans la colonie que dans les autres colonies où les agents auront servi et, s'il y a lieu, dans l'administration financière métropolitaine et algérienne.

A cet effet, la commission recevra les notes et les propositions remises aux Gouverneurs généraux ou aux Gouverneurs par les Trésoriers.

Les agents percepteurs qui, dans certaines colonies, exercent actuellement leurs fonctions sans appartenir au personnel des trésoreries, seront également incorporés dans les organisations nouvelles et les commissions de classement feront leurs propositions dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

Les propositions des commissions seront transmises par les Chefs de colonie au Ministre des colonies qui les fera parvenir, avec son avis, au Ministre des finances.

Par exception, et afin de procéder à une opération d'ensemble, les nominations auront lieu pour chaque colonie ou groupe de colonies, en vertu d'arrêtés interministériels spéciaux (finances et colonies), qu'il s'agisse de payeurs, commis principaux ou commis.

Art. 37. — Les candidats au concours d'admission prévu à l'article 13, ayant été présents sous les drapeaux au cours de la guerre 1914-1918, pourront bénéficier d'une bonification de points. Le taux de cette bonification pourra atteindre 12 p. 100; il sera fixé, pour chacun des candidats, avant le commencement des épreuves par la commission d'examen, au vu des états de services militaires des intéressés et sera appliqué aux points obtenus.

Il appartiendra aux candidats, susceptibles de bénéficier de cette majoration, de produire toutes pièces, délivrées par les autorités militaires, de nature à permettre à la commission d'examen d'apprécier leurs services pendant la guerre.

Art. 38. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 39. — Les Ministres des finances et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies et aux *Journaux officiels* de chaque colonie ou groupe de colonies.

Fait à Rambouillet, le 6 août 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances,
PAUL DOUMER.

Le Ministre des colonies,
A. SARRAUT.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ ouvrant au Service intérieur des recouvrements le Bureau de Papeete.

(Du 3 juin 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté local du 12 janvier 1876, sur l'organisation de la Poste, modifié par ceux des 18 janvier 1881, 21 mai 1897, 20 mars 1907 et 8 octobre 1915;

Vu le décret du 23 mai 1907, portant organisation générale d'un Service de recouvrements par la Poste entre la France et l'Algérie, d'une part, et les colonies françaises d'autre part;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier de la Colonie;

Vu la loi du 29 mars 1920, portant relèvement des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques;

Vu le rapport du Chef du Service des Postes et Télégraphes;

Sur la proposition du Secrétaire Général;

Le Conseil d'Administration entendu,

Vu l'approbation ministérielle en date du 9 août 1921,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le recouvrement des quittances, factures, billets,

traites et généralement de toutes les valeurs commerciales ou autres, payables sans frais, peut être effectué par le Service des Postes pour la ville de Papeete et sa banlieue.

Art. 2. — Un paiement effectué ne peut, pour un motif quelconque, donner lieu à répétition contre la Colonie de la part de celui qui a remis les fonds. Il n'est pas admis de paiements partiels, les valeurs doivent être payées en une seule fois.

Art. 3. — Le dépôt des valeurs à recouvrer est effectué sous forme de lettre recommandée passible d'une taxe d'affranchissement calculée d'après le tarif des lettres et d'une taxe de recommandation de 0 fr. 25.

Art. 4. — Chaque enveloppe d'envoi de valeurs pourra contenir un nombre de valeurs dont le minimum, variable suivant leur montant, est fixé ainsi qu'il suit :

1^o Quinze valeurs, lorsque le montant de chacune d'elles n'excède pas 10 francs;

2^o Cinq valeurs, lorsque le montant d'une ou de plusieurs de ces valeurs est supérieur à 10 francs, mais à la condition que le montant total de l'envoi ne dépasse pas 5.000 francs;

3^o Une valeur lorsqu'elle dépasse 5.000 francs.

Les valeurs au-dessus de 5.000 francs ne sont payables qu'au guichet.

Art. 5. — Les valeurs qui n'ont pu être payées à la présentation, par suite de l'absence du débiteur, sont présentées de nouveau à domicile le lendemain. Si cette deuxième présentation est restée infructueuse, un avis est remis au domicile du débiteur qui peut venir se libérer dans un délai de sept jours.

Toutefois, lorsque le déposant demande, par annotation sur le bordereau, que les titres, en cas de présentation infructueuse, soient renvoyés immédiatement, il est fait droit à sa demande.

Il n'est pas présenté de valeurs à l'encaissement le dimanche et les jours de fêtes légales.

Art. 6. — Indépendamment du droit d'affranchissement perçu en exécution de l'article 3, il est opéré sur le montant de chaque encaissement un droit calculé comme suit :

Jusqu'à 100 francs, 10 cent. par 20 fr. ou fraction de 20 fr.;

De 100 francs à 500 francs, 60 centimes;

Au-dessus de 500 fr. et jusqu'à 5.000 francs, 60 centimes pour les premiers 500 francs, plus 10 centimes par 500 fr. ou fraction de 500 francs excédant;

Au delà de 5.000 fr., 1 fr. 50 pour les premiers 5.000 fr., plus 1 franc par 5.000 fr. ou fraction de 5.000 francs.

Ces prélèvements seront partagés en 2 parts égales : l'une au profit du facteur qui a effectué le recouvrement, l'autre au profit du Receveur qui a été chargé de l'assurer.

Art. 7. — Sera passible d'une taxe fixe de 30 centimes toute valeur présentée au domicile réel du débiteur et qui, pour une cause quelconque, n'aura pas été recouvrée dans le délai indiqué à l'article 5.

Dans le cas où le prélèvement de cette taxe de 30 centimes ne pourrait être opéré, soit qu'aucune valeur n'ait été recouvrée, soit que la totalité des taxes à percevoir dépasse le montant des sommes encaissées, le règlement de compte et les valeurs impayées ne seront remis à l'expéditeur qu'après le paiement intégral de la taxe.

Dans l'un et dans l'autre cas, le montant de la taxe sera constaté au moyen de chiffres-taxe.

Art. 8. — Tout règlement de compte taxé refusé à présentation par l'expéditeur des valeurs donnera lieu, le lendemain même de la présentation à domicile, à l'envoi à l'expéditeur d'un avertissement sans frais, l'invitant à venir retirer au bureau, dans un

délai de 3 jours et contre paiement de la taxe dont il a été frappé, le règlement de compte parvenu à son adresse.

Si, à l'expiration de ce délai de trois jours, l'expéditeur des valeurs n'a pas pris livraison de son règlement de compte, le recouvrement de la taxe sera opéré par voie de contrainte décernée par le Receveur des Postes, visée et déclarée exécutoire par le Procureur de la République à Papeete.

Art. 9. — Après avoir opéré les prélèvements fixés à l'article 6, et le cas échéant à l'article 7, le surplus de la somme recouvrée est converti en un mandat au nom du déposant, déduction faite du droit de commission sur les mandats-poste établi par la loi du 9 mars 1920.

Art. 10. — Le règlement de compte, accompagné des valeurs impayées, est expédié en franchise, sous recommandation d'office, au déposant.

Art. 11. — En cas de perte, soit de la lettre recommandée contenant les valeurs à recouvrer, soit des valeurs elles-mêmes, en tout ou en partie, la responsabilité pécuniaire de l'Administration ne pourra dépasser la somme de 25 francs au maximum.

En cas de perte des sommes encaissées par les facteurs, l'Administration sera tenue au remboursement intégral des sommes perdues.

Papeete, le 3 juin 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Parle Gouverneur :

Le Secrétaire Général,

THALY.

Le Chef du Service des
Postes et Télégraphes,
MOUGEOT.

ARRÊTÉ portant application des nouvelles taxes pour les colis postaux échangés avec la France, les Colonies françaises et les Pays étrangers.

(Du 30 septembre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier;

Vu l'arrêté du 11 décembre 1889, relatif à l'extension du Service des colis postaux à Tahiti;

Vu l'arrêté du 10 décembre 1907, portant promulgation du décret en date du 3 septembre 1907, concernant le Service des colis postaux;

Vu l'arrêté du 8 octobre 1915, portant réorganisation du Service des Postes en Océanie, le dit arrêté indiquant dans son article 97 les conditions de poids, de volumes, de dimensions et de prix des colis expédiés;

Vu la Convention internationale concernant l'échange des colis postaux, signée à Madrid le 30 novembre 1920;

Vu la circulaire ministérielle n° 19, en date du 23 juillet 1921, indiquant le 1^{er} octobre 1921 comme date d'application des nouvelles taxes sur les colis postaux;

Sur la proposition du Chef du Service des Postes et Télégraphes et vu l'avis conforme du Secrétaire Général;

Vu l'urgence et sous réserve de la consultation du Conseil d'Administration,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'arrêté du 8 octobre 1915 relatif aux conditions de poids, de volumes, de dimensions et de prix des colis postaux expédiés en France et à l'Etranger est rapporté.

Art. 2. — En exécution des Actes de la Convention Internationale de Madrid, et conformément aux Instructions ministérielles, les nouvelles taxes applicables, à partir du 1^{er} octobre 1921, aux colis postaux expédiés des Etablissements français de l'Océanie, seront calculées sur les bases suivantes :

	COLIS jusqu'à 1 kilog.	COLIS de 1 à 5 kilog.	COLIS de 5 à 10 kilog.
Quote-part territoriale.....	0,30 or	0,50 or	0,90 or
Quote-part de transit.....	0,30 or	0,50 or	0,90 or
Droits de transport maritime :			
Jusqu'à 500 milles marins.	0,25 or	0,40 or	0,75 or
de 500 à 1.000 »	0,35 or	0,60 or	1,10 or
de 1.001 à 2.000 »	0,50 or	0,80 or	1,45 or
de 2.001 à 3.000 »	0,60 or	1,00 or	1,80 or
de 3.001 à 4.000 »	0,75 or	1,20 or	2,15 or
de 4.001 à 5.000 »	0,85 or	1,40 or	2,55 or
de 5.001 à 6.000 »	1,00 or	1,60 or	2,90 or
de 6.001 à 7.000 »	1,10 or	1,80 or	3,25 or
de 7.001 à 8.000 »	1,20 or	2,00 or	3,60 or
de 8.001 à 9.000 »	1,20 or	2,20 or	4,00 or
de 9.001 à 10.000 »	1,20 or	2,40 or	4,35 or
Au-delà de 10.000 milles marins, il convient d'ajouter par 1.000 milles marins ou fraction de 1.000 milles excédent.....	0,20 or	0,35 or

AUTRES TAXES :

Colis encombrants : majoration 50 %.

Avis de réception demandé au moment du dépôt : 0,50 français.

Avis de réception demandé postérieurement au dépôt : 1 fr. français.

Livraison à domicile pour la France : 60 centimes français.

Art. 3. — Les conditions générales de poids, de volumes et de dimensions des colis expédiés en France, telles qu'elles sont définies au "Tarif officiel pour le transport des colis postaux", seront applicables aux colis postaux expédiés des Etablissements français de l'Océanie.

Art. 4. — Par application des articles 2 et 3 du présent arrêté, les colis postaux expédiés de France par voie des paquebots français seront acceptés aux conditions ci-après :

Limite de poids	Limite de volume	Plus grande dimension	Taxe exigible
1 kilog.	5 décim. cube.	»	9 fr. 50
5 »	25 »	0 m. 60	13 fr. 50
10 »	55 »	1 m. 50	20 fr. 40

Art. 5. — Aucune modification n'est apportée aux Conventions des 16 février 1917 et 3 avril 1918 concernant les échanges de colis postaux avec la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis.

Art. 6. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service des Postes et Télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 30 septembre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :

Pour le Secrétaire Général, empêché :

Le Chef de Bureau,

H. GENTIL.

*Le Chef du Service des
Postes et Télégraphes,*

MOUGEOT.

DÉCISION désignant M. Gentil pour remplacer provisoirement le Secrétaire Général, empêché, dans les fonctions de Censeur administratif de la Succursale de la Banque de l'Indo-Chine.

(Du 4 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu les statuts de la Banque de l'Indo-Chine annexés au décret du 16 mai 1900 ;

Vu l'arrêté du Ministre des Colonies, du 26 septembre 1906, désignant le Censeur administratif de la Banque de l'Indo-Chine à Papeete ;

Vu le décret du 24 novembre 1912, portant réorganisation du personnel des bureaux des Secrétariats Généraux des colonies, modifié par les décrets des 29 avril et 12 novembre 1916, 18 février et 7 mai 1919, 26 février et 1^{er} décembre 1920 ;

Vu l'arrêté du 10 avril 1921, installant M. Thaly, Administrateur de 1^{re} classe des colonies, dans les fonctions de Secrétaire Général du Gouvernement des Etablissements français de l'Océanie,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Gentil, Chef de Bureau de 2^{me} classe des Secrétariats Généraux, est désigné pour remplacer provisoirement le Secrétaire Général, empêché, dans les fonctions de Censeur administratif de la Succursale de la Banque de l'Indo-Chine.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 4 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

ARRÊTÉ désignant M. Gentil, Chef de Bureau des Secrétariats Généraux, comme Secrétaire Général ad hoc pour la séance du Conseil d'Administration du 8 octobre 1921.

(Du 7 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret du 7 octobre 1921, portant suppression du Conseil privé et réorganisation du Conseil d'Administration ;

Vu le décret du 24 novembre 1912, portant réorganisation du personnel des bureaux des Secrétariats Généraux des colonies, modifié par les décrets des 29 avril et 12 novembre 1916, 18 février et 7 mai 1919, 26 février et 1^{er} décembre 1920 ;

Vu l'empêchement du Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. Gentil, Chef de Bureau de 2^{me} classe des Secrétariats Généraux, est désigné pour suppléer le Secrétaire Général pour la séance du Conseil d'Administration du 8 octobre 1921.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

ARRÊTÉ remettant le terrain et les bâtiments du Jardin botanique de Mamao à la disposition de la Chambre d'Agriculture.

(Du 8 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 22 septembre 1919, mettant le terrain et les bâtiments du Jardin botanique de Mamao, dit "Jardin Raoul", à la disposition de la Chambre d'Agriculture ;

Vu l'arrêté du 28 juin 1920, rapportant l'arrêté précité et remettant le terrain et les bâtiments du Jardin botanique de Mamao à la disposition du Service Local ;

Vu la lettre n° 12, en date du 7 septembre 1921, du Président de la Chambre d'Agriculture ;

Vu la décision du 7 octobre 1921, désignant M. Gentil, Chef de bureau des Secrétariats Généraux, pour remplacer le Secrétaire Général empêché, à la séance du Conseil d'Administration du 8 octobre 1921 ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'arrêté du 28 juin 1920 susvisé, mettant le terrain et les bâtiments du Jardin botanique de Mamao à la disposition du Service Local, est et demeure rapporté.

Art. 2. — Le terrain et les bâtiments du Jardin botanique de Mamao sont remis à la disposition de la Chambre d'Agriculture.

Art. 3. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :

Pour le Secrétaire Général, empêché :

Le Chef de Bureau,

H. GENTIL.

ARRÊTÉ autorisant le remboursement de la somme de 12 francs à M. Caprais Cavaignac, demeurant à Tubuai.

(Du 8 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 16 février 1884, sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu le § 3 de l'article 6 de l'arrêté du 23 décembre 1904, exemptant de l'impôt les édifices affectés à la célébration d'un culte reconnu par l'Etat;

Vu la réclamation présentée à la date du 11 juillet 1921 et les pièces justificatives produites;

Vu la décision du 7 octobre 1921, désignant M. Gentil, Chef de Bureau des Secrétariats Généraux, pour remplacer le Secrétaire Général empêché, à la séance du Conseil d'Administration du 8 octobre 1921;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est ordonné, à titre gracieux, le remboursement de la somme de *douze francs* au profit de M. Caprais Cavaignac, figurant, pour l'année 1920, au rôle principal de l'impôt sur la propriété bâtie, pour un bâtiment sis à Taahuaia, affecté à la célébration du culte catholique.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service des Contributions,
L. LARQUÈRE.

ARRÊTÉ approuvant le Compte administratif de la Commune de Papeete, pour l'exercice 1920.

(Du 8 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le Compte administratif présenté par le Maire de la Commune de Papeete, pour l'année 1920;

Vu l'article 4 du décret du 8 mars 1879, rendu applicable à la Commune de Papeete par décret du 20 mai 1890;

Vu l'article 341 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 7 octobre 1912, portant suppression du Conseil privé et réorganisation du Conseil d'Administration;

Vu la délibération du Conseil municipal, en date du 20 septembre dernier;

Vu la décision du 7 octobre 1921, désignant M. Gentil, Chef de Bureau des Secrétariats Généraux, pour remplacer le Secrétaire Général empêché, à la séance du Conseil d'Administration du 8 octobre 1921;

Sur le rapport du Chef de Bureau, remplaçant le Secrétaire Général empêché;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est approuvé le Compte administratif de la Commune de Papeete, pour l'exercice 1920, arrêté en recettes à la somme de *quatre cent soixante-seize mille quatre cent quatre-vingt-quatre francs soixante-dix centimes*, et en dépenses à celle de *trois cent quatre-vingt mille huit cent soixante-quatre francs quatre-vingt-quatre centimes*.

Art. 2. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :

Pour le Secrétaire Général, empêché :
Le Chef de Bureau,
H. GENTIL.

ARRÊTÉ approuvant le Compte de gestion de M. Charlier, Trésorier-Payeur, Receveur municipal de la Commune de Papeete, pour l'exercice 1920-1921.

(Du 8 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu les articles 124 et 402 du décret du 30 septembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 7 octobre 1912, portant suppression du Conseil privé et réorganisation du Conseil d'Administration;

Vu le Compte des opérations de recettes et de dépenses de M. Charlier, Receveur municipal de la Commune de Papeete, pour sa gestion 1920-1921;

Vu la décision du 7 octobre 1921, désignant M. Gentil, Chef de Bureau des Secrétariats Généraux, pour remplacer le Secrétaire Général empêché, à la séance du Conseil d'Administration du 8 octobre 1921;

Sur le rapport du Chef de Bureau, remplaçant le Secrétaire Général empêché;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est approuvé le Compte de gestion de M. Charlier, Trésorier-Payeur, Receveur municipal de la Commune de Papeete, pour l'exercice 1920-1921.

Art. 2. — Ce Compte est arrêté en recettes à la somme de *quatre cent soixante-seize mille quatre cent quatre-vingt-quatre francs soixante-dix centimes*, et en dépenses à celle de *trois cent quatre-vingt-un mille huit cent soixante-quatre francs quatre-vingt-quatre centimes*.

Art. 3. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :

Pour le Secrétaire Général, empêché :
Le Chef de Bureau,
H. GENTIL.

ARRÊTÉ approuvant le Budget supplémentaire de la Commune de Papeete, pour l'année 1921.

(Du 8 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'article 49 du décret du 8 mars 1879, instituant un Conseil municipal à Nouméa, rendu applicable à Tahiti par décret du 20 mai 1890;

Vu l'article 336 du décret financier du 30 décembre 1912;

Vu la délibération du Conseil municipal de Papeete, en date du 5 août 1921;

Vu la décision du 7 octobre 1921, désignant M. Gentil, Chef de bureau des Secrétariats Généraux, pour remplacer le Secrétaire Général empêché, à la séance du Conseil d'Administration du 8 octobre 1921;

Sur le rapport du Chef de Bureau remplaçant le Secrétaire Général empêché,

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est approuvé le Budget supplémentaire de la Commune de Papeete, pour l'année 1921, s'élevant en recettes à la somme de cent soixante-un mille neuf cent dix-huit francs trente-cinq centimes, et en dépenses à celle de cent trente-neuf mille cinq cent dix-huit francs soixante-quinze centimes.

Art. 2. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :

Pour le Secrétaire Général, empêché :

Le Chef de Bureau,

H. GENTIL.

ARRÊTÉ approuvant le Compte administratif de l'Hôpital civil de Papeete, pour l'exercice 1920.

(Du 8 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 9 mars 1908, portant organisation du Service hospitalier dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté du 11 janvier 1911, portant modification de l'arrêté du 9 mars 1908;

Vu le Compte définitif de l'année 1920, présenté par l'Econome de l'Hôpital civil de Papeete;

Vu l'article 143 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu la décision du 7 octobre 1921, désignant M. Gentil, Chef de Bureau des Secrétariats Généraux, pour remplacer le Secrétaire Général empêché, à la séance du Conseil d'Administration du 8 octobre 1921;

Sur le rapport du Chef de Bureau, remplaçant le Secrétaire Général empêché;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est définitivement approuvé le Compte administratif de l'Hôpital civil de Papeete, pour l'année 1920, arrêté ainsi qu'il suit :

Recettes.....	264.236' 43
Dépenses.....	263.387 13
Excédent de recettes de l'exercice 1920.	849 30
Report de l'excédent de recettes de l'exercice 1919.....	27.795 69
Résultat définitif de l'exercice 1920, présentant un excédent de recettes de.....	28.644' 99

Art. 2. — Quitus est donné à M. Dupond (Edouard), Econome gestionnaire dudit Hôpital, pour sa gestion de l'exercice 1920.

Art. 3. — Le Secrétaire Général et le Directeur du Service de Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :

Pour le Secrétaire Général, empêché :

Le Chef de Bureau,

H. GENTIL.

Le Directeur du Service de Santé,

Dr BOURRAGUÉ.

ARRÊTÉ approuvant le Compte de M. Charlier, Trésorier-Payeur, Receveur de l'Hôpital civil de Papeete, pour sa gestion 1920-1921.

(Du 8 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu les articles 124 et 402 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 7 octobre 1912, portant suppression du Conseil privé et réorganisation du Conseil d'Administration;

Vu le Compte des opérations de recettes et de dépenses de M. Charlier, Trésorier-Payeur, Receveur de l'Hôpital civil de Papeete, pour sa gestion 1920-1921;

Vu la décision du 7 octobre 1921, désignant M. Gentil, Chef de bureau des Secrétariats Généraux, pour remplacer le Secrétaire Général empêché, à la séance du Conseil d'Administration du 8 octobre 1921;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est approuvé le Compte de gestion de M. Charlier, Trésorier-Payeur, Receveur de l'Hôpital civil de Papeete, pour sa gestion de l'exercice 1920-1921.

Ce Compte est arrêté en recettes à la somme de *deux cent soixante-quatre mille deux cent trente-six francs quarante-trois centimes*, et en dépenses à celle de *deux cent soixante-trois mille trois cent quatre-vingt-sept francs treize centimes*.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :

Pour le Secrétaire Général, empêché :

Le Chef de Bureau,

H. GENTIL.

ARRÊTÉ rendant exécutoire les rôles principaux des droits de vérification des poids et mesures des perceptions de Papeete (Commune) et de Moorea, pour l'année 1921.

(Du 8 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le § 2 de l'article 25 du décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881, sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 1883, créant les droits de vérification des poids et mesures, et l'arrêté du 15 mai 1889, organisant cette vérification ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1920, rendant exécutoire le tarif des taxes locales pour l'année 1921 ;

Vu la décision du 7 octobre 1921, désignant M. Gentil, Chef de bureau des Secrétariats Généraux, pour remplacer le Secrétaire Général empêché, à la séance du Conseil d'Administration du 8 octobre 1921 ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont rendus exécutoires les rôles principaux des droits de vérification des poids et mesures des perceptions de Papeete (Commune) et Moorea, pour l'année 1921, s'élevant ensemble à la somme de *deux mille neuf francs soixante-dix centimes*, savoir :

PERCEPTION DE PAPEETE (COMMUNE).

Droits de vérification des poids et mesures.....	1.890 70	
Frais d'avertissements.....	15 50	
		1.906 20

PERCEPTION DE MOOREA.

Droits de vérification des poids et mesures.....	102 30	
Frais d'avertissements.....	1 20	
		103 50
Total général.....		2.009 70

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service des Contributions,

L. LARQUÈRE.

ARRÊTÉ modifiant l'art. 1^{er} de l'arrêté du 23 décembre 1920, sur le personnel des Travaux publics, et fixant le grade du Chef du Service.

(Du 8 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret du 5 août 1910, portant réorganisation du personnel des Travaux publics et des Mines des colonies autres que l'Indo-Chine, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, notamment les articles 2 § 5 et 15 § 4 ;

Vu le décret du 11 septembre 1920, fixant le régime de la solde et des accessoires du personnel des cadres locaux des colonies et supprimant la formalité de l'approbation ministérielle préalable de certains arrêtés des Gouverneurs Généraux et Gouverneurs des colonies, notamment l'art. 2 § 1^{er} ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1920, portant amélioration des traitements du personnel des Travaux publics ;

Vu la décision du 7 octobre 1921, désignant M. Gentil, Chef de bureau des Secrétariats Généraux, pour remplacer le Secrétaire Général empêché, à la séance du Conseil d'Administration du 8 octobre 1921 ;

Vu les nécessités du Service ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'article 1^{er} de l'arrêté susvisé du 23 décembre 1920 est modifié comme suit :

« Le Service des Travaux publics et des Mines, est placé, dans « les Etablissements français de l'Océanie, sous la direction d'un « Chef de Service appartenant au cadre général des Travaux publics des colonies, ayant le grade de Conducteur. »

Art. 2. — Cette disposition entrera en vigueur dès le départ de la Colonie de M. l'Ingénieur Kérouault.

Art. 3. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué, et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :

Pour le Secrétaire Général, empêché :

Le Chef de Bureau,

H. GENTIL.

Le Chef du Service des Travaux publics,
J. KÉROUAULT.

DÉCISION mettant M. J. Kérouault, Ingénieur des Travaux publics des colonies, en disponibilité pour cause de suppression d'emploi, et chargeant M. Hayem, Conducteur de 3^{me} classe des Travaux publics des colonies, des fonctions de Chef du Service des Travaux publics et des Mines des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 8 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret du 5 août 1910, portant réorganisation du personnel des Travaux publics et des Mines des colonies autres que l'Indo-Chine, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, notamment les articles 2 § 5 et 15 § 4 ;

Vu le décret du 11 septembre 1920, fixant le régime de la solde et des accessoires ;

Vu l'arrêté du 8 octobre 1921, fixant le grade du Chef du Service des Travaux publics,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. J. Kérouault, Ingénieur de 3^{me} classe des Travaux publics des colonies, est remis à la disposition du Ministre des colonies, pour cause de suppression d'emploi.

Art. 2. — M. Hayem, Conducteur de 3^{me} classe des Travaux publics des colonies, assurera provisoirement, et jusqu'à décision ministérielle, les fonctions de Chef du Service des Travaux publics et des Mines des Etablissements français de l'Océanie.

Art. 3. — La présente décision aura son effet le jour du départ du paquebot "*Tahiti*" sur lequel s'embarquera M. Kérouault.

Art. 4. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 8 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,
THALY.

Le Chef du Service des
Travaux publics et des Mines,
J. KÉROUAULT.

ARRÊTÉ ordonnant la destruction des plantes ou insectes nuisibles à l'agriculture, aux Iles-Sous-le-Vent.

(Du 12 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'art. 60, alinéa 2, du décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'art. 3 du décret du 6 mars 1877, rendant le Code pénal métropolitain applicable dans la Colonie ;

Vu la nécessité de remédier le plus tôt possible aux maux dont souffre l'agriculture aux Iles-Sous-le-Vent, par la destruction des insectes ou plantes nuisibles ;

Vu la demande formulée à ce propos par l'Administrateur des Iles-Sous-le-Vent.

Vu l'avis de M. le Secrétaire Général et de M. le Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Tous plantes ou insectes nuisibles à l'agriculture, en particulier le faux tabac, devront être détruits dans le plus bref délai, par les soins du propriétaire de la terre infestée ou par son représentant.

Pour le faux tabac, la destruction doit être immédiate et cette plante incinérée sur place.

Art. 2. — Toute contravention à l'article 1^{er} sera constatée par

tous les Agents de la Police administrative, judiciaire et indigène et punie de 10 à 15 francs d'amende et de 1 à 5 jours de prison ou de l'une de ces deux peines seulement.

S'il y a récidive la peine de la prison sera toujours prononcée.

Au cas où le contrevenant n'opérerait pas lui-même la destruction dans le délai fixé, il y serait pourvu d'office et à ses frais, par les soins de l'Administrateur de l'Archipel ou de ses Délégués.

Art. 3. — Le présent arrêté, applicable aux Iles-Sous-le-Vent, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

EXTRAITS

Par décision de M. l'Administrateur des Iles Tuamotu, n° 52, en date du 4 août 1921, approuvée par le Gouverneur le 30 septembre 1921, M. Lacour (Zéphirin), européen notable à Anaa (Tuamotu), est nommé Huissier *ad hoc* pour instrumenter dans l'Archipel des Tuamotu, dans une affaire pendante entre la Société Commerciale, les Comptoirs Français d'Océanie et les nommés Raka, Paea a Hanahoa et Tetumu a Taue, ou héritiers, à l'occasion de l'exécution d'un jugement rendu au profit d'un sieur Arnaud, le 13 octobre 1891, contre les dits Raka, Paea a Hanahoa et Tetumu a Taue, domiciliés aux Tuamotu.

M. Lacour devra se conformer, dans l'exercice de ses fonctions, aux lois, décrets et règlements en vigueur sur la matière dans la Colonie, les frais de toutes natures qu'entraînera sa mission sont à la charge des Comptoirs Français d'Océanie.

Avant tout exploit, M. Lacour prêterait devant l'Administrateur, Juge des Tuamotu, le serment prescrit par la loi pour les huissiers.

Par décision du Gouverneur, n° 484, en date du 30 septembre 1921, M. Marloi (Eugène), Gendarme, est nommé Huissier suppléant à Papeete.

Il aura exclusivement, dans ses attributions, les actes de poursuite pour le recouvrement des condamnations pécuniaires à la diligence de l'Administration de l'Enregistrement.

Il ne pourra instrumenter que dans la ville de Papeete et sa banlieue immédiate.

Avant d'entrer en fonctions, il devra prêter serment devant le Tribunal compétent.

Par décision du Gouverneur, n° 485, en date du 30 septembre 1921, la démission offerte par M. Manaté (Alfred), de son emploi de gardien de prison de 5^{me} classe, est acceptée.

M. Boosie (Jean) est nommé gardien de prison de 5^{me} classe, en remplacement de M. Manaté (Alfred), démissionnaire.

Par décision du Gouverneur, n° 488, en date du 4 octobre 1921, une permission d'absence de trente jours, pour compter du 15 octobre 1921, est accordée à M. Viénot (Edmond), Greffier-Notaire dans la circonscription de Taravao.

Par décision de M. l'Administrateur des Iles-Sous-le-Vent, n° 53 bis, en date du 5 octobre 1921, approuvée par le Gouverneur :

M. Oraihomana, Directeur de l'école de Fare, est nommé à Maupiti, en remplacement de M. Coguiéc, affecté à Bora-Bora.

M. Coguiéc, Instituteur à Maupiti, est affecté à Bora-Bora, en remplacement de M^{me} Laporte décédée.

M. Teriimarotea a Tefaaora, Instituteur stagiaire à Iripau, est affecté à Maeva, en remplacement de M. Tautu a Oopa, affecté à Fare.

M. Tautu a Oopa, Instituteur stagiaire à Maeva, est affecté à Fare.

Par décision du Gouverneur, n° 490 bis, en date du 5 octobre 1921, Madame Tumatarau Ebb, née Lemairé, pourvue du brevet spécial de capacité, est nommée Institutrice stagiaire du cadre local et est affectée, en cette qualité, au district de Iripau (Ile Tahaa).

Par décision du Gouverneur, n° 491, en date du 7 octobre 1921, M. Paratua a Teuira, Président du Conseil du district de Mahina, est nommé officier de l'état civil de ce district, en remplacement de M^{me} Mollon, démissionnaire.

Par décision du Gouverneur, n° 502 bis, en date du 8 octobre 1921, une Commission composée de :

MM. Marcillac, Chef du Service Topographique, *Président*;

Rayappin, Commis auxiliaire principal de 1^{re} classe du Service Local;

Un membre désigné par le Chef du Service des Travaux publics, se réunira, sur la convocation de son Président, pour procéder au recensement de l'inventaire du matériel du Service des Travaux publics, en présence de M. Kérouault et de M. Hayem.

Par décision du Gouverneur, n° 503, en date du 10 octobre 1921, M. Gentil (Henri), Chef de bureau des Secrétariats Généraux, est nommé provisoirement Juge au Tribunal Supérieur, en remplacement de M. Kérouault, partant pour France.

Par décision du Gouverneur, n° 504, en date du 10 octobre 1921, est acceptée la démission de son emploi d'Institutrice de 5^{me} classe offerte par M^{me} V^{ve} Rossel (Léotitia), actuellement en congé en France.

Par décision du Gouverneur, n° 506, en date du 11 octobre 1921, une permission d'absence de 30 jours, pour compter du 8 septembre 1921, est accordée à M. Laporte, Instituteur de 4^{me} classe à Borabora (Iles-Sous-le-Vent).

Par décision du Gouverneur, n° 507, en date du 11 octobre 1921, un congé de 15 jours pour affaires personnelles, à demi-solde de présence, est accordé à M. Laporte, Instituteur à Borabora (Iles-Sous-le-Vent), pour compter du 7 octobre 1921.

Par décision du Gouverneur, n° 508, en date du 12 octobre 1921, un congé de maternité de deux mois est accordé à M^{me} Eymeric, Institutrice à l'Ecole Centrale, pour compter du 15 octobre 1921.

Par décision du Gouverneur, n° 509, en date du 11 octobre 1921, M^{me} Aubertin, Institutrice de 4^{me} classe, est promue à la 3^{me} classe de son emploi, pour compter du 11 août 1921, au point de vue exclusif des conditions d'avancement.

Par décision du Gouverneur, n° 510, en date du 12 octobre 1921, est acceptée la démission de ses fonctions offerte par M^{lle} Mareta Bourne, Institutrice stagiaire à l'école de Paea.

M^{lle} Tefaarere a Mauiui, pourvue du brevet local de capacité, est nommée Institutrice stagiaire et affectée en qualité d'adjointe à

l'école de Paea, en remplacement de M^{lle} Bourne, démissionnaire.

M^{me} Adams, Directrice de l'école de Haapiti, est nommée Directrice à l'école de Hitiaa, en remplacement de M^{me} Rossel, démissionnaire,

M^{lle} Raurea a Teriihauaitu Tunui, pourvue du brevet local de capacité, est nommée Institutrice stagiaire et chargée de la direction de l'école de Haapiti, en remplacement de M^{me} Adams, appelée à continuer ses services à Hitiaa.

M^{me} Taharia a Fatuma, auxiliaire à Hitiaa, est appelée à continuer ses services à Papara.

Par décision du Gouverneur, n° 512, en date du 12 octobre 1921, une bourse entière d'internat, à l'Ecole centrale, est accordée à M^{lle} Robson (Alice), pour l'année scolaire 1921-1922, pour compter du 15 octobre 1921.

Par décision du Gouverneur, n° 519, en date du 15 octobre 1921, M^{me} Guého, pourvue du brevet supérieur de l'enseignement primaire, est nommée Institutrice stagiaire du cadre local et affectée en cette qualité à Fare (Ile Huahine).

AVIS OFFICIELS

ASSISTANCE MÉDICALE INDIGÈNE

"Pour l'enfant, par la mère".

Oeuvre d'assistance sous le patronage de Monsieur le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, et de Monsieur le Maire de la Ville de Papeete, de Monsieur le Directeur du Service de Santé.

En vue de diminuer le nombre des cas d'infection puerpérale trop souvent suivis de mort et de combattre la mortalité si élevée dans notre pays, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'avec l'aide de quelques initiatives privées et sous le haut patronage de Monsieur le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, de Monsieur le Maire de la Ville de Papeete et de Monsieur le Directeur du Service de Santé, il a été organisé une maison d'accouchements à Fare-Ute, côté du Boulevard des Remparts, spécialement réservée aux femmes indigentes.

Dans cette maison, seront admises, en effet, dans les derniers jours de leur grossesse, les femmes enceintes, gratuitement et sans autre condition que leur indigence.

Elles y recevront les soins médicaux nécessités par leur état, mais elles devront être, en attendant une organisation meilleure, assistées d'un membre de leur famille qui subviendra à leur nourriture.

D'autre part, au cours d'une consultation pour les nourrissons qui aura lieu chaque semaine le *Samedi à 10 heures*, au même endroit, des conseils seront donnés aux mamans qui se présenteront, sur la manière d'élever leurs enfants pour les rendre vigoureux et sains.

Nous espérons que vous serez de cœur avec nous dans cette œuvre d'assistance et de prévoyance dont l'exemple existe dans tous les pays, et nous vous prions d'agréer l'assurance de notre considération distinguée.

D^r SASPORTAS

Chef du Service d'Hygiène et de prophylaxie publique.

Tautururaa Vahine Fanau.

Ta moni ore.

Ei faaite raa teie i te taata'toa ra e ua faatupu hia i Fareute, i te pae pa, te hōe fare no te haa fanau raa vahine e no te rave raa ti'a i te aiu rii fanau api.

O te rave'a teie e iti ai te rahiraa vahine e te aiu hoi e rahi noa-ra te pohe io tatou nei, no te ti'a ore te raveraa e te rapaa raa i te vahine i fanau e i te aiu rii i muri ae i te fanauraa.

Eo te mau vahine hapu moni ore, te veve rii hoi te faarii hia i roto i tana fare tauturu ra, eiaha te feia e faufaa ta ratou.

Hou te mahana no te fanauraa e tia'i e e faarii ai te taote i te mau vahine hapu, no te faataa raa i te taime e i te huru o te mau raveraa ti'a no te fanauraa. Ia aratai ato'a hoi te o i roto i teie nei fare i te ho'e fetii ei tauturuturu iana e no te imi raa e no te raveraa i tana maa.

Ei te mau mahana maa'toa hoi i te hora 10 i te poipoi i roto i teie nei a fare, e hiopoaraa aiu ia no te haapii papu raa i te mau metua vahine i te mau huru raveraa tia e maitai ai te tamarii.

Te tiaturi nei hoi te feia e faaitoito nei i teie ohipa tauturu, ia outou paatoa, ia turu mai i teie nei ohipa mai tei na reira hia i te mau fenua'toa.

Iaorana tatou.

D^r SASPORTAS.
ELECTIONS MUNICIPALES DE PAPEETE
du Dimanche 2 Octobre 1921.

Elections complémentaires de quatre Conseillers municipaux.

(2^{me} tour de scrutin.)

Nombre de votants.....	241
Bulletins n'entrant pas en ligne de compte pour le calcul de la majorité.....	1
Suffrages exprimés.....	240

Ont obtenu :

MM.		MM.
Villierme.....	185 voix. ELU.	Iorss (Martial)..... 116 voix. ELU.
Langomazino (Mau- rice).....	116 — id.	Céran..... 101 — id.

ETAT des sommes perçues, par souscriptions publiques, pour l'érection d'un monument à la mémoire des enfants des Etablissements français de l'Océanie morts pour la Patrie.

(Suite.)

Report de la 3 ^e liste.....	21.895'30
Versement effectué par la population de Raiatea et Tahaa (Iles-Sous-le-Vent).....	274 50
Souscriptions de la population de l'île Faaite (Tua- motu).....	37 50
Total.....	22.207'30

Papeete, le 19 octobre 1921.

Le Chef du Service Topographique,
J.-L. MARCILLAC.

SERVICE DES MINES**Avis.**

Permis de recherche prorogé par le Service des Mines.

N ^o du permis	Titulaire du permis	Nom du permis	Situation	Substances	Surface	Nouvelle période de validité
13	M. Williams (Walter, Johnston).	Rurutu	Ile Rurutu	Fer et minéraux de la catégorie "C"	4.000 hectares	du 20 octobre 1921 au 19 octobre 1922 (1 ^{re} prorogation)

Papeete, le 4 octobre 1921.

Le Chef du Service des Mines,
J. KÉROUAULT.

CURATELLE AUX SUCCESSIONS VACANTES

Avis.

Monsieur GASTON FÉRET, en son vivant colon à Opoa, île Raiatea, est décédé à l'hôpital de Papeete, le 2 mars 1921, sans laisser d'héritiers connus dans la Colonie.

En conséquence les biens composant sa succession ont été appréhendés par le Service de la Curatelle aux biens vacants.

Les débiteurs de cette succession et les créanciers sont priés de se libérer ou de produire leurs titres de créance le plus tôt possible entre les mains du Curateur d'office à Papeete.

Le Curateur aux biens vacants,
A. FAUGERAT.

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

COMMUNE DE PAPEETE

Mois d'août 1921.

Naissances.

	SEXE masculin	SEXE féminin	TOTAUX
FRANÇAIS :			
Européens.....	3	3	6
Métis.....	»	1	1
Indigènes.....	8	1	9
ETRANGERS :			
Anglais.....	1	»	1
Asiatiques.....	1	2	3
Totaux.....	13	7	20

Décès.

	SEXE masculin	SEXE féminin	TOTAUX
FRANÇAIS :			
Métis.....	1	»	1
Indigènes : morts-nés.....	»	1	1
— de 0 à 5 ans.....	4	2	6
— de 15 à 50 ans.....	2	6	8
ETRANGERS :			
Asiatiques.....	2	»	2
Totaux.....	9	9	18

Causes des décès.

Tuberculose.....	5	Congestion pulmonaire.....	1
Affections pulmonaires (com- plication de coqueluche)...	5	Divers.....	4
Athrepsie.....	2	Mort-né.....	1

Mariages.

M. Brinckfieldt (Louis, Teuira) et M^{lle} Tetuaho, Teheira Tumata-
aroa.

M. Tetau a Puatere et M^{lle} Aimata a Tetuaiteroi.

Aperçu nosologique.

Alors qu'en juillet dernier le chiffre des naissances était inférieur de 14 unités au chiffre des décès, on n'a à enregistrer ce mois-ci qu'une différence en plus de 2 naissances seulement. L'épidémie de coqueluche a occasionné, comme le mois passé, cinq nouveaux décès parmi les enfants de 0 à 18 mois. A noter aussi cinq décès par tuberculose pulmonaire et 1 mort-né.

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE

Mois de septembre 1921.

ENTRÉES

1 septembre.	Goël. à moteur française Torea, de 10 tonneaux.
3 septembre.	Goël. à moteur franç. Jeanne d'Arc, de 36 ton.
4 septembre.	Cotre à voiles français 22 Septembre, de 6 ton.
6 septembre.	Vapeur anglais Tahiti, de 4.541 tonneaux.
7 septembre.	Vapeur anglais Marama, de 3.992 tonneaux.
8 septembre.	Goël. à moteur française Pro-Patria, de 98 ton.
10 septembre.	Goëlette à mot. franç. Curieuse, de 62 tonneaux.
11 septembre.	Goëlette à moteur franç. Kaohanui, de 18 ton.
11 septembre.	Cotre à moteur français Moemoea, de 10 ton.
11 septembre.	Cotre à moteur français Manuae, de 10 ton.
15 septembre.	Goël. à voiles française Tiare-faniu, de 25 ton.
16 septembre.	Goëlette à moteur française Sophie, de 56 ton.
18 septembre.	Cotre à voiles français Anapaitetai, de 10 ton.
19 septembre.	Goël. à voiles franç. Toofa Haania, de 53 ton.
21 septembre.	Goëlette à voiles franç. Papeete, de 122 ton.
22 septembre.	Goëlette à moteur française Gisborn, de 47 ton.
23 septembre.	Vapeur français Cholita, de 98 tonneaux.
23 septembre.	Goël. à moteur française Jeanne d'Arc, de 36 ton.
24 septembre.	Goëlette à moteur franç. Zélee, de 24 tonneaux.
24 septembre.	Vapeur anglais Flora, de 838 tonneaux.
25 septembre.	Goël. à moteur française Kaohanui, de 18 ton.
29 septembre.	Cotre à voiles franç. Tevaipihaaui, de 15 ton.
29 septembre.	Cotre à voiles français 22 Septembre, de 6 ton.
29 septembre.	3 m. goël. à mot. franç. Tahitian Maiden, de 138 t.

SORTIES

3 septembre.	Goëlette à mot. française Tiura, de 24 ton.
5 septembre.	Goëlette à voiles française Troku, de 36 ton.
5 septembre.	Vapeur français Cholita, de 98 tonneaux.
5 septembre.	Goël. à moteur française Torea de 10 tonneaux.
6 septembre.	Goël. à moteur française Kaohanui, de 18 ton.
6 septembre.	Cotre à voiles franç. Haupeaterai, de 16 ton.
6 septembre.	Goël. à mot. française Jeanne d'Arc, de 36 ton.
6 septembre.	Vapeur anglais Tymeric, de 3.178 tonneaux.
7 septembre.	Vapeur anglais Tahiti, de 4.541 tonneaux.
8 septembre.	Vapeur anglais Marama, de 3.992 tonneaux.
9 septembre.	Cotre à voiles français 22 Septembre, de 6 ton.
9 septembre.	Goëlette à moteur franç. Hinano, de 100 ton.
10 septembre.	Goëlette à voiles franç. Pierrette, de 115 ton.
10 septembre.	Goëlette à moteur française Zélee, de 24 ton.
13 septembre.	Goël. à mot. franç. Gisborn, de 47 tonneaux.
13 septembre.	Goël. à moteur franç. Kaohanui, de 18 ton.
13 septembre.	Goëlette à voiles franç. Teheiporoura, de 36 ton.
18 septembre.	Vapeur français Cholita, de 98 tonneaux.
21 septembre.	Cotre à voiles français Anapaitetai, de 10 ton.
21 septembre.	Goëlette à voiles franç. Temoua Ahi, de 48 ton.
22 septembre.	5 mâts goëlette américain Monitor, de 2.102 ton.
22 septembre.	Goël. à mot. française Pro-Patria de 98 ton.
23 septembre.	Goëlette à voiles française Tiare-faniu de 25 ton.
25 septembre.	Vapeur anglais Flora, de 838 tonneaux.
27 septembre.	Goël. à moteur franç. Vahine Raiatea, de 30 ton.
27 septembre.	Goëlette à moteur française Gisborn, de 47 ton.
27 septembre.	Goëlette à moteur franç. Suzanne, de 24 ton.

ANNONCES JUDICIAIRES

Insertion faite en exécution de l'article 32 du décret du 28 novembre 1866.

Le Greffier des Tribunaux de Papeete (île Tahiti) informe Madame TERII a TITI a TEIAHA et le sieur MATUU, son époux, sans domicile ni résidence connus, que M^{me} Tupuraa a Tau, propriétaire, demeurant à Raiatea, a dirigé contre eux une demande en licitation de la terre "Motufara", dite "Utufara", et que M. le Président a fixé au 6 décembre 1921, à 8 heures, l'audience à laquelle sera appelé le procès dont s'agit.

En conséquence, M^{me} Terii a Titi a Teiaha et le sieur Matuu sont invités à se présenter à l'audience au jour et heure indiqués, s'ils ne veulent être jugés par défaut.

Le Commis Greffier,
PENI.

Etude de M^e LÉONCE BRAULT, Défenseur à Papeete.

VENTE SUR BAISSÉ DE MISE A PRIX

Il sera procédé le **Mardi 8 novembre 1921**, à 8 heures du matin, en l'audience des criées du Tribunal Civil de 1^{re} instance séant au Palais de Justice de Papeete, à la vente aux enchères publiques des immeubles ci-après désignés;

En vertu d'un jugement de ce Tribunal, en date du 27 septembre 1921, enregistré, qui a ordonné la remise en vente sur mises à prix baissées des premier et quatrième lots des immeubles dépendant de la succession des époux POROI-HENRY, lesquels n'ont pu être vendus, faute d'enchères, en l'audience des criées dudit Tribunal, du 6 septembre 1921;

A la requête de M. Elie Tavararo Poroi, propriétaire, demeurant à Papeete, agissant en qualité d'Administrateur provisoire de ladite succession,

En présence de:

- 1^o M^{me} Sophie Poroi, veuve Juventin;
 - 2^o M^{me} Edith Poroi, veuve Garnier;
 - 3^o M^{lle} Tefaveroarii Poroi, ès qual.;
 - 4^o M. Teraitua Poroi;
 - 5^o M^{me} Teraimateata Poroi, épouse Reneteaud;
 - 6^o M. Reneteaud;
 - 7^o M^{me} Delphine Poroi, épouse J. Chave;
 - 8^o M. John Chave;
 - 9^o M. Georges Poroi;
 - 10^o M. Adolphe Poroi;
 - 11^o M. Philippe Poroi;
 - 12^o M^{me} Sarah Poroi, épouse J. Redeuilh;
 - 13^o M. Jules Redeuilh;
- Demeurant et domiciliés à Papeete, en l'Etude de M^e L. BRAULT, Défenseur;
- 14^o M. Théophile a Teraimano, sans domicile ni résidence connus.

Désignation des biens à vendre:

Premier lot. — Ce lot consiste en un immeuble sis à Papeete et borné par le Quai de l'Uranie, les rues de la Canonnière "Zélée" et du Commandant Destremau;

Deuxième lot. — Il se compose de la terre "PAPAROA", sise au district de Papetoai (Moorea), d'une superficie de 123 hectares environ, en plaine et vallées. Cette terre se trouve en arrière de la route de ceinture et ne porte ni constructions ni cultures. Elle est bornée du côté de Haapiti par Marurai et Marotaata, du côté de Teaharoa par la grandelimité Teaharoa-

Paraoro, et d'autre part par Matahuira, les pics Mouaputa, Mouapu et les crêtes des montagnes, ainsi qu'il résulte d'un plan dressé par M. Golaz, arpenteur, en date du 2 février 1917.

Les mises à prix baissées ont été fixées comme suit par le jugement précité du 27 septembre 1921:

Mises à prix:

- 1^{er} Lot: Vingt-cinq mille francs, ci. 25.000 fr.
2^{me} Lot: Cinq mille francs, ci. 5.000 fr.

Ladite vente sera faite aux clauses et conditions insérées au Cahier des charges déposé pour parvenir à l'adjudication, au Greffe du Tribunal.

Fait et rédigé par M^e L. BRAULT, Défenseur poursuivant, à Papeete, le dix octobre mil neuf cent vingt-un.

LÉONCE BRAULT, Défenseur.

Etude de M^e LÉONCE BRAULT, Défenseur, à Papeete.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE

Il sera procédé le **Mardi 8 Novembre 1921**, à 8 heures du matin, en l'audience des criées du Tribunal Civil de 1^{re} instance séant au Palais de Justice à Papeete, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur des biens immeubles dont la désignation suit, et en deux lots, savoir:

Premier Lot. — Les droits indivis appartenant pour une moitié aux mineurs ARAIA a TORII a RAIA sur la terre "TE-TOI", sise au district de Papara, à hauteur du 38^e kilomètre, à environ 250 m. de la route de ceinture, et à laquelle on accède par un chemin carrossable. Cette terre mesure du côté de Paea 139 mètres, du côté de la montagne 75 mètres, du côté de Mataiea 139 mètres, et du côté de la route de ceinture 38 mètres environ. Cette terre, ancienne vanillière, est en friches; il y existe environ dix cocotiers en rapport.

Deuxième Lot. — Les droits indivis appartenant auxdits mineurs dans la proportion de un trentième environ sur la Vallée de Taharuu, sise au district de Papara, à environ 4 km. de la route de ceinture, et à laquelle on accède par un chemin carrossable. Superficie indéterminée. Vallée à fei.

Ces immeubles ont été saisis à la requête de M. Teriitahi a Tehaamatai, propriétaire, demeurant à Papara, et ayant pour Défenseur M^e Léonce BRAULT, demeurant à Papeete, rue du Commandant Destremau, par procès-verbal de M^e Galenon, huissier des Tribunaux séant à Papeete, en date du 26 juillet 1921, enregistré le 28 juillet suivant, après dénonciation au tuteur des mineurs Araia a Torii a Raja, le sieur Tehei a Taharia, propriétaire, demeurant à Papara. Le procès-verbal de saisie a été dûment transcrit au Bureau des Hypothèques de Papeete le 10 août 1921, volume 8, n^o 1, conformément à la loi.

Mises à prix:

L'adjudication aura lieu sur les mises à prix ci-après fixées par le créancier poursuivant, savoir:

- Premier lot: Mise à prix cinq francs, ci. 5 fr.
Deuxième lot: Mise à prix cinq francs, ci. 5 fr.

Il est déclaré, conformément aux dispositions de l'art. 696 C. Prov. Civ., que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription sur les immeubles saisis, pour raison d'hypothèques légales, devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication.

M. Teriitahi a Tehaamatai, créancier poursuivant, a fait élection de domicile rue du Commandant Destremau, à Papeete, en l'Etude de M^e Léonce BRAULT, son Défenseur.

Pour tous renseignements, consulter le Cahier des charges au Greffe des Tribunaux à Papeete.

Fait et rédigé par M^e L. BRAULT, Défenseur poursuivant, le premier octobre mil neuf cent vingt-un.

LÉONCE BRAULT, *Défenseur.*

Etude de M^e LÉONCE BRAULT, Défenseur à Papeete.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE

Il sera procédé le **Mardi 8 Novembre 1921**, à 8 heures du matin, en l'audience des criées du Tribunal Civil de 1^{re} instance séant au Palais de Justice à Papeete, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur des biens immeubles dont la désignation suit, et en un seul lot, savoir :

Les droits indivis appartenant pour une moitié aux mineurs TUPURAA à TAIROA sur la terre "TETOI", sise au district de Papara, à hauteur du 38^e kilomètre, à environ 250 m. de la route de ceinture, et à laquelle on accède par un chemin carrossable. Cette terre mesure du côté de Paea 139 m., du côté de Mataiea 139 m., du côté de la montagne 75 m., et du côté de la route de ceinture 38 m. environ. Cette terre, ancienne vanillière, est en friches; il y existe environ dix cocotiers en rapport.

Cet immeuble a été saisi à la requête de M. Teriitahi a Tehaamatai, propriétaire, demeurant à Papara et ayant pour Défenseur M^e L. BRAULT, demeurant à Papeete, rue du Commandant Destremau, par procès-verbal de M^e Galenon, huissier des Tribunaux séant à Papeete, en date du 26 juillet 1921, enregistré le 28 juillet suivant, après dénonciation à la tutrice des mineurs Tupuraa a Tairoa, Madame Maruru a Vehi, propriétaire, demeurant à Mataiea. Le procès-verbal de saisie a été dûment transcrit au Bureau des Hypothèques de Papeete le 10 août 1921, volume 8, n^o 2, conformément à la loi.

Mise à prix :

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix fixée par le créancier poursuivant à *cinq francs*, ci..... 5 fr.

Il est déclaré, conformément aux dispositions de l'art. 696 C. Pr. Civ., que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription sur l'immeuble saisi, pour raison d'hypothèques légales, devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication.

M. Teriitahi a Tehaamatai, créancier poursuivant, a fait élection de domicile rue du Commandant Destremau, à Papeete, en l'Etude de M^e Léonce BRAULT, son Défenseur.

Pour tous renseignements, consulter le Cahier des charges au Greffe des Tribunaux à Papeete.

Fait et rédigé par M^e L. BRAULT, Défenseur poursuivant, le premier octobre mil neuf cent vingt-un.

LÉONCE BRAULT, *Défenseur.*

Etude de M^e LÉONCE BRAULT, Défenseur à Papeete.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE

Il sera procédé le **Mardi 8 Novembre 1921**, à 8 heures du matin, en l'audience des criées du Tribunal Civil de Première instance séant au Palais de Justice à Papeete, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur des biens immeubles dont la désignation suit, et en un seul lot, savoir :

La terre "AMIHI", sise à Opoa, baie de Faaroa, île Raiatèa (Iles-Sous-le-Vent), d'une superficie de vingt hectares environ, limitée du côté de la mer par la mer; du côté de l'intérieur par la crête de la montagne; du côté du district d'Avera par la terre "Houte", et du côté d'Opoa par la terre "Apoomatai".

Cet immeuble a été saisi à la requête de Monsieur le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, demeurant à Papeete en son hôtel, poursuites et diligences de M. Henri VILLIERME, Secrétaire-Trésorier de la Caisse Agricole de Papeete, demeurant en cette ville et ayant pour Défenseur M^e Léonce BRAULT, demeurant à Papeete, rue du Commandant Destremau, par procès-verbal de M^e Xavier Martin, gendarme, huissier auxiliaire à Uturoa (Raiatea), en date du vingt-six février mil neuf cent vingt-un, enregistré le douze mars suivant, après dénonciation aux parties saisies, M. Tama a Niau, M. Puata a Niau, M. Marama a Niau, M. Taiava a Niau, M^{me} Tetapu a Niau, épouse Pi a Mairaro, demeurant tous précédemment à Raiatea, et actuellement demeurant à Vaitutaki, archipel des îles Cook, faite au Parquet de M. le Procureur de la République près les Tribunaux de Papeete, pour lequel domicile est élu audit Parquet, sis au Palais de Justice de cette ville. Le procès-verbal de saisie a été dûment transcrit au Bureau des Hypothèques de Papeete le douze mars mil neuf cent vingt-un, volume 7, n^o 19, conformément à la loi.

Mises à prix :

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix ci-après fixée par le poursuivant, à la somme de six mille sept cents francs, ci..... 6.700 fr.

Il est déclaré, conformément aux dispositions de l'art. 696, C. Proc. Civ., que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription sur l'immeuble saisi, pour raison d'hypothèques légales, devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication.

Monsieur Henri VILLIERME, poursuivant, a fait élection de domicile rue du Commandant Destremau, à Papeete, en l'Etude de M^e Léonce BRAULT, son Défenseur.

Pour tous renseignements, consulter le Cahier des charges au Greffe des Tribunaux à Papeete.

Fait et rédigé par M^e BRAULT, Défenseur poursuivant, le quinze septembre mil-neuf cent vingt-un.

LÉONCE BRAULT, *Défenseur.*

Etude de M^e G. VINCENT, Notaire à Papeete.

VENTE

PAR ADJUDICATION AMIABLE.

Le **Lundi 9 Novembre prochain**, à 2 heures de l'après-midi, à Papeete, rue de la Glacière, en l'Etude de M^e VINCENT, Notaire à ladite résidence, et par le ministère dudit M^e Vincent, il sera procédé à l'adjudication amiable, au plus offrant et dernier enchérisseur, des immeubles ci-après désignés, sis à Papeete.

Désignation :

1^{er} Lot.

Une parcelle de la terre "ATEIVI", sise rue des Beaux-Arts, d'une superficie approximative de 761 m. carrés 18, et toutes les constructions y édifiées, sur la mise à prix de..... 48.000 fr.

2^{me} LOT.

Une autre parcelle de la même terre "ATEIVI", sise au coin formé par l'intersection de la rue des Beaux-Arts et de la rue de Nansouty, d'une superficie d'environ 695 m. carrés 20, et toutes les constructions y édifiées, sur la mise à prix de..... 60.000 fr.

3^{me} LOT.

Une autre parcelle de la même terre "ATEIVI", sise au coin formé par l'intersection de la rue de Nansouty et de la rue de la Mission, d'une contenance approximative de 469 m. carrés 75, et toutes les constructions y édifiées, sur la mise à prix de..... 40.000 fr.

4^{me} LOT.

Une autre parcelle de la même terre "ATEIVI", sise rue de la Mission, d'une superficie d'environ 971 m. carrés, et toutes les constructions y édifiées, sur la mise à prix de. 95.000 fr.

5^{me} LOT.

Une autre parcelle de la même terre "ATEIVI", sise également rue de la Mission, d'une contenance de 244 m. carrés 20 environ, et les constructions y édifiées, sur la mise à prix de..... 23.000 fr.

Les prix seront payables moitié comptant et moitié dans un délai de 2 ans, avec faculté d'anticipation. Intérêts 8%. Faculté de réunion des 1^{er} et 2^{me} lots et des 3^{me}, 4^{me} et 5^{me} lots.

Pour tous renseignements s'adresser à M^e VINCENT, rédacteur du cahier des charges, et à MM. VILLIERME et G. LAMBERT. On peut traiter amiablement avant la vente.

G. VINCENT, Notaire.

ANNONCES DIVERSES

PLANTATION "OCÉANIE"

AVIS AUX CAPITALISTES

Monsieur N. T. BRANDER, propriétaire de plantations de cannes à sucre et de la sucrerie et distillerie de Fariipiti;

Vu les besoins sans cesse croissants de nos Etablissements Français de l'Océanie en sucres, rhums et alcools industriels, qui, de ce fait, se trouvent de plus en plus tributaires de l'étranger, désirant augmenter et développer son exploitation, tant par l'acquisition et la location de nouveaux terrains pour y créer de nouvelles plantations que par la mise en culture des terrains déjà existants et par l'intensification des cultures et du rendement industriel par des procédés nouveaux,

A décidé, concurremment avec plusieurs capitalistes de Papeete, de créer une Société anonyme au capital de 1.500.000 fr., ayant pour objet:

L'exploitation d'un établissement commercial, agricole et industriel, comprenant:

La plantation de cannes à sucre, la fabrication et la vente des sucres, rhums, alcools et autres sous-produits de la canne à sucre;

La participation directe ou indirecte de la Société à toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'un des objets précités: par voie de création de Sociétés nouvelles; souscriptions ou achats de titres ou droits sociaux;

fusion, association en participation ou autrement, et, généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières et financières se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus spécifiés.

Cette Société ayant son siège à Papeete est divisée en 3.000 actions de 500 francs chacune, dont 1.800, entièrement libérées, ont été attribuées aux fondateurs en rétribution de leurs apports;

Les 1.200 actions de surplus sont à souscrire en numéraire.

Le montant de ces dernières actions est payable:

1/4 en souscrivant;

1/2 lors de la constitution définitive de la Société (ce deuxième versement sera exigé dans un délai de deux mois environ);

Le surplus, en une ou plusieurs fois, en vertu de délibérations du Conseil d'administration, qui fixera l'importance de la somme appelée, ainsi que le lieu et l'époque auxquels les versements devront être effectués, suivant les besoins de la Société.

Sur ces dernières actions 200 sont actuellement souscrites.

Désirant faire profiter les habitants de la Colonie des avantages que ne manqueront pas d'obtenir les premiers porteurs d'actions de la Société, les fondateurs ont décidé de mettre à la disposition du public, et spécialement des capitalistes, les 1.000 actions de 500 francs qui restent à souscrire en numéraire.

Les souscriptions sont reçues:

A la Compagnie Navale de l'Océanie,

Chez Monsieur Alfred Chassaniol, rue du Marché,

Chez Monsieur M. Renneteaud,

Et chez Monsieur P. Latour, rue de la Mission, ou chez M^e Vincent, Notaire.

Des exemplaires des statuts (actuellement à l'impression) seront à la disposition des intéressés à compter du 15 octobre prochain; avant cette date s'adresser à M. P. Latour qui pourra communiquer l'un des originaux de l'acte de société.

Il sera remis à chaque souscripteur un reçu provisoire de son versement, qui sera échangé contre un titre d'actions, également provisoire, lors du second versement. Le ou les titres définitifs ne seront remis que lors du dernier versement (article 11 des statuts).

La liste de souscription sera close le 15 novembre 1921.

Dans le cas où le nombre des souscripteurs dépasserait le nombre des actions à souscrire, la répartition aura lieu au prorata des souscriptions effectuées. Toutefois les souscriptions qui seront reçues avant le 25 octobre seront irréductibles.

CERCLE "SI NI TONG"

Par décision, prise en Assemblée générale, le 9 octobre 1921, ont été élus:

PRÉSIDENT: Ching Gai Chao, n° 3795;

VICE-PRÉSIDENT: Mo Fat, n° 1118;

SECRÉTAIRE: Cheou Shun Moun, n° 4016.

Pour extrait certifié conforme:

Signé: CHEOU SHUN MOUN.

A VENDRE

La propriété J. GEORJAY, sise à Papeete, à l'angle des rues du 22 Septembre 1914 et Colette.

S'adresser à M^e LÉONCE BRAULT, Défenseur.

COMPTOIRS FRANÇAIS D'Océanie

Sucre d'importation ayant acquitté les droits
d'entrée à Tahiti.

Sucre Blanc Raffiné et Cristallisé.

par Tonne. — 5 fr. le kilog.

par sac de 63 kilogrammes. — 3 fr. 25 le kilog.

par kilog. — 3 fr. 50



A VENDRE

Une propriété située au quartier d'HAMUTA, district de Pirae, à 2 kilomètres de Papeete, comprenant:

1° Une terre de 6 hectares environ, sise en bordure et au Sud de la route de ceinture sur laquelle elle mesure 500 mètres environ. Elle est limitée à l'Ouest par la rivière d'Hamuta et à l'Est par la propriété Gifford. — Prix: 4 fr. 50 le mètre carré.

2° Deux parcelles de terre, d'un seul tenant, d'une superficie de 4 hectares environ, limitées à l'Est par un chemin vicinal conduisant de la route de ceinture à la mer, et traversées à l'Ouest par la rivière d'Hamuta. — Prix: 2 fr. 25 le mètre.

Sur ces deux dernières terres se trouvent trois petites constructions en bois, couvertes en tôle.

Ces terres sont desservies par la conduite d'eau de Pirae.

Le tout entouré de clôtures en fil de fer.

S'adresser à M. VINCENT, Notaire à Papeete.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ACTES

EN VIGUEUR DANS LA COLONIE

Dressée par M. HEIMBURGER, Magistrat.

PRIX RÉDUIT, broché: 5 francs.

Conditions de vente du "Journal officiel" au numéro.

Le prix de vente de chaque numéro du *Journal officiel* et de ses suppléments est fixé comme suit:

Jusqu'à 16 pages.....	1 fr.
De 17 à 24 pages.....	4 50
De 25 à 32 pages.....	3 »
De 33 à 40 pages.....	2 50
De 41 à 48 pages.....	3 »

Il est fait exception pour les suppléments contenant des revendications de propriété, lesquels sont vendus 0 fr. 50 par feuillet de 2 pages.

SERVICE DE SANTE

OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES DU MOIS D'AÔÛT 1924.

Station de Papeete (Hôpital).

Latitude : 17° 31' 39" Sud. — Longitude de Paris : 151° 54' 30" Ouest ; en temps : 10 h. 7' 38'.

DATES	TEMPÉRATURE				HUMIDITÉ RELATIVE en 100		PRESSIONS CORRIGÉES A ZÉRO		VENT		ÉTAT DU CIEL, NUAGES		PLUIE en millimè- tres	OBSERVATIONS
	MINIMA	MAXIMA	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES		
1	19.7	27.0	22.8	24.8	95	85	759.2	756.4	N-E	N	10	10	12.9	
2	17.8	28.0	22.0	26.8	84	64	757.9	756.5	N-E	S	0	6	0.2	
3	18.0	26.6	23.5	23.8	70	69	757.9	756.5	S-E	S-E	1	2	»	
4	17.3	26.9	23.7	23.8	63	69	758.5	757.1	S	S-E	1	7	»	Rosée.
5	14.0	27.2	20.0	25.0	73	60	759.8	758.7	S-E	S	0	4	»	
6	15.1	27.1	19.4	25.4	81	59	761.9	760.6	S-E	S-O	0	2	»	
7	15.1	27.3	21.0	25.0	79	62	762.9	760.1	S	S	0	7	»	
8	17.8	28.4	22.1	25.4	82	66	762.4	760.3	N-E	S-O	3	7	»	
9	18.1	28.9	22.0	27.1	82	56	762.0	760.4	N-E	N-E	8	3	»	
10	17.2	28.8	23.2	26.5	81	67	762.1	759.6	N-E	N-E	0	3	»	
11	17.5	28.7	23.4	26.3	85	82	761.8	759.1	E	S	9	4	»	
12	16.9	27.9	24.0	26.1	69	72	760.3	757.7	N-E	N-E	1	1	»	Rosée.
13	17.5	29.1	22.5	27.0	79	67	759.7	757.6	S-E	N-O	0	1	»	
14	18.0	28.2	22.9	27.0	83	69	759.1	757.2	N-E	S-O	2	1	»	
15	19.8	29.0	24.8	25.9	79	67	760.7	759.9	N-E	N-E	2	6	»	
16	13.5	27.5	21.1	25.0	72	54	762.0	759.9	N-E	N-O	8	2	»	
17	13.2	26.6	23.2	25.0	58	60	761.4	758.9	S-E	S-O	4	8	»	
18	15.9	26.9	22.9	25.0	75	61	760.7	758.5	N-E	S-O	3	0	»	
19	16.8	27.4	22.6	25.3	76	58	760.4	758.7	S-O	S	9	1	»	
20	16.0	28.2	22.9	25.0	76	70	760.8	759.0	E	N-E	6	10	»	
21	17.1	28.1	23.2	25.7	81	58	762.1	760.3	E	S-E	7	8	»	
22	15.0	28.2	23.5	26.0	72	63	762.0	759.6	N-E	S-O	0	3	»	
23	14.8	28.8	22.9	25.9	75	70	760.8	759.0	N-E	N-O	0	5	»	
24	17.2	29.2	23.9	27.8	74	66	760.7	759.2	S-O	S	0	5	»	
25	16.8	29.6	24.9	27.6	73	66	760.9	758.9	S-E	S-O	0	3	»	
26	16.0	28.0	23.1	27.0	81	72	761.1	758.6	S-E	N-O	1	2	»	Rosée légère.
27	18.0	30.0	24.9	27.9	77	58	760.0	757.7	N-E	N-O	1	5	»	
28	17.0	29.6	24.7	27.9	74	61	760.2	758.3	N-E	N-E	2	2	»	
29	16.8	30.0	24.1	27.0	75	56	759.6	757.6	N-O	N-E	1	1	»	
30	20.0	30.2	26.1	27.1	69	59	760.4	759.4	N-E	N-E	1	1	»	
31	17.6	30.0	26.0	27.0	75	71	761.9	758.9	N-E	N-E	0	1	»	
Moyenne	16.8	28.0	23.5	26.1	76	65	760.7	757.1	Pluie totale.				13mm 1	2 jours de pluie.

Le Pharmacien Major de 2^e classe,
LIOT.Vu :
Le Chef du Service de Santé,
D^r BOURRAGUÉ.